Documenter le conflit syrien hors les murs : comprendre les sources utilisées par les rédactions françaises

Constance Leon

▶ **To cite this version:**

Constance Leon. Documenter le conflit syrien hors les murs : comprendre les sources utilisées par les rédactions françaises. Sciences de l'information et de la communication. 2016. dumas-01671703

HAL Id: dumas-01671703

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01671703

Submitted on 22 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Master 1

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

Documenter le conflit syrien hors les murs

Comprendre les sources utilisées par les rédactions françaises

Responsable de la mention information et communication
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Valérie Jeanne-Perrier

Nom, prénom : LEON Constance

Promotion : 2015-2016

Soutenu le : 23/05/2016

Mention du mémoire : Très Bien

REMERCIEMENTS

J’adresse mes remerciements aux personnes qui m’ont aidé dans l’élaboration de ce mémoire. En premier lieu, je remercie Madame Valérie Jeanne-Perrier, Professeure de Sociologie de médias à l’École de journalisme du CELSA et directrice de ce mémoire. Je remercie également Acil Tabbara, journaliste au service International de l’Agence France-Presse, ancienne chef du bureau du Golfe, d’avoir accepté d’être ma rapporteuse professionnelle et de m’avoir grandement aidée. Merci aussi à Bernard Lebrun, grand reporter au service Enquêtes et reportages de France 2, pour sa précieuse relecture. Je dédie ce travail aux journalistes français morts en Syrie, Olivier Voisin, Rémi Ochlik, Gilles Jacquier.

Documenter le conflit syrien hors les murs : comprendre les sources utilisées par les rédactions françaises

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS **3**

DOCUMENTER LE CONFLIT SYRIEN HORS LES MURS : COMPRENDRE LES SOURCES UTILISEES PAR LES REDACTIONS FRANÇAISES **4**

SOMMAIRE **4**

INTRODUCTION **5**

ENTRETIENS REALISES **9**

I. LES JOURNALISTES OCCIDENTAUX EXCLUS DU TERRAIN **9**

A. LES JOURNALISTES CONSIDERES COMME DES CIBLES 9

1. Enlèvements et prises d'otages *9*

2. Victime dans les combats *11*

3. Les troubles psychologiques ..... ***Erreur ! Le signet n'est pas défini.***

4. Des journalistes considérés comme des espions *12*

5. Les journalistes free-lances *12*

B. LE STATUT PARTICULIER DE L'INFORMATION EN SYRIE 13

1. La complexe géographie des fronts *13*

2. Les intrusions des pouvoirs publics et des militaires occidentales dans l'information *14*

3. L'ère Al-Assad et le journalisme *18*

II. LA TYPOLOGIE DES SOURCES UTILISEES PAR LES REDACTIONS FRANÇAISES **20**

A. LES REDACTIONS UTILISENT LES RESEAUX SOCIAUX COMME PREMIERE ALERTE OU COMME CONNEXION 20

1. Les réseaux sociaux comme source première d'information *21*

2. Les réseaux sociaux, comme lien entre les sources et les rédactions *22*

B. LES REDACTIONS EMPLOIENT DES SOURCES LOCALES : CIVILS, JOURNALISTES PROFESSIONNELS OU MILITANTS 23

1. L'utilisation indistincte des militants, civils ou journalistes professionnels comme source *23*

2. Les critiques face au recours aux journalistes locaux *29*

C. LES REDACTIONS ET LEURS ENVOYES SPECIAUX OU CORRESPONDANTS 30

D. LE RECOURS AUX MEDIAS SYRIENS 32

1. Comprendre le fonctionnement des médias syriens pour réaliser leurs biais dans le traitement de l'information *32*

2. Le cas de l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) et les controverses qui l'agitent ... *33*
3. Les autres médias syriens ... *39*
III. LE CONTENU DES SOURCES ... **43**
A. DES BILANS COMPTABLES DES VICTIMES, « UN DOIGT MOUILLE » ? ... 44
1. Cas pratique : comparaison des chiffres avancées par le SNHR, le VDC et le OSDH sur le bilan des frappes russes entre septembre et décembre 2015 ... *46*
2. L'impossible comptage des victimes ... *48*
3. Quelle méthodologie pour ces chiffres ? ... *48*
B. LA VERIFICATION DES SOURCES DEPUIS LE « DESK » ... 51
1. La nécessaire compréhension du biais des sources militantes ... *51*
2. Recouper ses sources, vérification et contextualisation ... *55*
CONCLUSION ... **57**
ANNEXES ... **58**
BIBLIOGRAPHIE ... **74**
Mémoires universitaires ... *74*
Livres universitaires ... *74*
Essais ... *75*
Articles universitaires : sources documentaires ... *75*
Articles de presse : sources d'exploration ... *76*
Rapports humanitaires ... *77*
Documentaires ... *77*
RESUME ... **78**
MOTS CLES ... **79**
GLOSSAIRE ... **79**

INTRODUCTION

« C'est le premier conflit que je couvre virtuellement », lance Patrick Baz, le directeur du service photographie du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord de l'AFP. Couvrir le conflit syrien relève désormais davantage du travail de « desk », tant le terrain est devenu inaccessible aux journalistes français. Simultanément, l'usage des réseaux sociaux est devenu un levier influent tant sur les négociations de paix que sur les avancées militaires. La Syrie est « vraiment le premier conflit où le paysage médiatique est devenu un terrain de bataille », analyse la chercheuse Elizabeth Dickinson de l'université américaine Columbia.

Dès 2013, les agences de presse internationales, comme les médias nationaux cessent d'envoyer leurs journalistes sur le terrain, sauf lorsqu'ils ont l'occasion d'être « embedded » par le régime syrien et avec des organisations non gouvernementales.

Couvrir la guerre syrienne, c'est participer, selon Dominique Wolton à un « moment privilégié de production de l'information médiatique », en raison de la forte quantité d'actualité qu'elle engendre. Au début de la révolution syrienne en 2012, les médias européens pouvaient mandater des envoyés spéciaux et faire travailler les correspondants locaux pour couvrir les évènements. En 2014, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) recensait 11 journalistes étrangers tués en Syrie, et 61 journalistes syriens tués, depuis le début du conflit en mars 2011. Le conflit s'est enlisé, les groupes rebelles auparavant plus ou moins unis en Armée syrienne libre (ASL), éclatent en groupes régionaux. C'est finalement la montée en puissance du groupe Etat Islamique ou Daech en 2014, qui entravera définitivement la possibilité d'envoyer des journalistes sur le terrain, par crainte de meurtre ou d'enlèvements.

Se pose alors la question des sources que peuvent utiliser les rédactions françaises pour couvrir le conflit syrien. *Chronique de septembre* de Paul Nizan permet d'éclairer le concept de « source » utilisée par le journaliste. La chronique écrite lors du congrès de Munich de 1938 qui vit s'effondrer le concert des nations européennes face à Hitler, bien qu'adaptée à un contexte de journalisme diplomatique permet de hiérarchiser les sources : « Les sources quotidiennes du journaliste sont au nombre de cinq : les nouvelles d'agences, les informations de ses correspondants, les informations de presse, les informations verbales, les documents officiels. Le problème spécial du journaliste consiste en ceci qu'il doit critiquer ses sources au moment même où il les emploie : la durée de vérification ne compte pas pour l'historien, elle est tout pour le journaliste ». Depuis, la télévision, la radio et surtout, les réseaux sociaux sont devenus des outils complémentaires pour les journalistes.

Depuis la guerre du Golfe de 1991, les techniques comme la retransmission des images par satellite puis l'internet, pouvaient laisser penser que « l'immédiateté de l'information permise par la technologie » aurait permis aux médias de prendre plus de temps pour vérifier ses informations. Or, comme l'a expliqué Dominique Wolton : « La confusion entre la vitesse de l'information et la vitesse des événements altère la représentation du réel et fausse les échelles du temps ». Le journaliste, en temps de guerre, est donc pris dans « l'instantanéité de l'information ». C'est cette instantanéité, aussi, que cette étude tend à démontrer. Ce mémoire est aussi une photographie à un instant T des sources utilisées pour couvrir le conflit syrien de l'intérieur et de

l'extérieur. Pour réaliser cet instantané, il est nécessaire de comprendre les ambiguïtés rencontrés par les journalistes : comment prendre du recul « lorsqu'on n'entend que les bruits du canon »[1], ou pire, les informations que l'on saisit sur les réseaux sociaux sans accès direct au terrain ? Comment ne pas passer « de correspondant de guerre à agent de propagande »[2] ?

Désormais, seuls demeurent les correspondants permanents occidentaux s'installent dans les pays frontaliers, en Turquie, au Liban ou en Jordanie. L'Agence France-Presse conserve un bureau à Damas composé de journalistes syriens. Ces médias occidentaux se nourrissent d'images de « journalistes citoyens » qui filment l'information brute sans traitement éditorial. Ces photographies et ces vidéos sont diffusées via Youtube, Twitter ou Facebook par les producteurs de l'information eux-mêmes. De la bataille d'Alep en 2012, à la bataille de Kobané en 2013 à celle d'Idlib en 2016, les informations locales sur le conflit sont éclatées entre les différents fronts régionaux.

L'analyse d'Henry Laurens, professeur au Collège de France pour la chaire du Moyen-Orient permet de saisir l'impact de ces témoignages : « Il en est ainsi des sources qui sont déjà en soi des propositions d'interprétation. L'immédiateté de l'évènement répercutée dans l'instant par les grands moyens de communication est suive quelques mois après par des travaux d'investigation, puis les années suivantes par la collecte de témoignages et la publication de mémoire et enfin par l'ouverture des archives. »

Ces productions peuvent aussi être transmises à des médias syriens comme ANAPRESS qui agrège ces informations pour les diffuser à d'autres médias internationaux. Les médias syriens basés à Londres, au Liban ou en Syrie, sont majoritairement utilisées par les rédactions françaises, sous l'impulsion de Reuters et de l'AFP. Ces informations sont ensuite reprises par les médias nationaux, qui utilisent les dépêches pour nourrir leurs « papiers ».

---

[1] Albert Londres, « Le canon tonne à Changaï pour la possession de Chapeï », *Le Journal*, 5 février 1932.

[2] L'expression est de Ch. Delporte dans son article « Journalistes et correspondants de guerre », dans *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*. S.Audoin-Rouzeau et J-J. Becker (dir.), Paris, Bayard, 2004, p.722.

Pourtant, les sources premières de ces agences demeurent inconnues des journalistes français qui utilisent les données qu'on leur transmet. Ces informations brutes sont difficiles à transmettre, à faire sortir des frontières du territoire en conflit, la Syrie.

Les journalistes français s'emploient alors à vérifier, depuis Paris, l'Europe, loin du terrain, « hors les murs », les informations dont ils disposent. Les journalistes français interrogés évoquent souvent une « tambouille » entre la communication fabriquée par les fronts armés et politiques qui s'opposent, les agences de presse internationales avec leurs contacts sur place, et ce qu'ils peuvent voir lors de reportage. **Comment couvrir un conflit hors les murs, le terrain étant inaccessible ? En particulier, les sources qu'utilisent les médias français pour couvrir le conflit syrien sont-elles singulières ou sont-elles simplement plus nombreuses en quantité ? Comment les rédactions françaises parviennent-elles à sortir de l'idéologie des sources pour « donner à voir » le conflit ?**

Au-delà de la déontologie, il faut réfléchir à la stratégie des différents partis en jeu, à leur communication. Les journalistes doivent savoir déceler « les signaux faibles » (Arnaud Le Gal, 2016) dans une information dévoilée. En plein conflit, les « médiateurs de l'information doivent réfléchir à l'information de précaution en temps de guerre ». Quelles informations doivent-elles être dévoilées : les images de massacre, les longues listes et chiffres de morts ont-ils toujours droit de cité ?

A travers des entretiens avec les journalistes confrontés au terrain et les journalistes qui ont couvert le conflit syrien, l'analyse sémiotique de ces dialogues permettront de comprendre comment les journalistes s'approprient les informations de leurs sources pour couvrir un conflit dont ils ne peuvent pas faire l'expérience. Nous verrons dans un premier temps comment les journalistes occidentaux se voient refuser l'accès au terrain, puis nous étudierons la typologie des sources utilisées par les rédactions françaises et enfin, quel contenu les rédactions françaises préfèrent-elles sélectionner parmi l'ensemble de leurs sources.

Entretiens réalisés

Sammy Ketz, directeur du bureau de l'AFP à Beyrouth.
Christophe Ayad, directeur du service International au *Monde*.
Patrick Baz, ancien directeur de la photographie pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à l'AFP.
Patrick Boitet, rédacteur en chef d'Un Œil sur la planète, émission géopolitique de *France 2*.
Hala Kodmani, journaliste franco-syrienne au service International de *Libération*.
Wassim Nasr, journaliste au service International de *France 24*.
François d'Alançon, journaliste au service International de *La Croix*.
Alvaro Canovas, photographe de *Paris Match*.
Alexandra El Khazan, responsable du Moyen-Orient de Reporters sans frontières (RSF).
Bassam Al-Ahmad, ancien porte-parole du média syrien « Violation Documentation Center » (VDC), fondateur du média « Step to work justice in Syria ».
Thomas Pierret, professeur spécialisé sur la Syrie à l'université d'Edimbourg.
Yazan Badran, chercheur syrien, spécialiste des médias syriens, à l'université flamande de Bruxelles.

I. Les journalistes occidentaux exclus du terrain

Dans un conflit, la présence des journalistes est indispensable pour rendre compte du déroulement de la guerre, c'est à dire, du comportement des belligérants, du nombre des victimes et des dommages civils et militaires ainsi que des retombées de la guerre sur les plans militaires, politique, économique et social. La présence de journalistes sur le front comporte un certain nombre de risques, dont celui de mourir. Ils ne doivent pas être exposés au danger ni servir de cibles pour un quelconque intérêt politique ou financier.[3]

A. Les journalistes considérés comme des cibles

1. Enlèvements et prises d'otages

Pour l'ONG Reporters sans frontières (RSF), le conflit syrien est le plus meurtrier pour les journalistes : « Alors qu'il n'y avait pas de presse libre en Syrie, le pays est devenu le plus meurtrier du monde pour les reporters ». Selon le dernier bilan de l'organisation, 50 journalistes syriens sont morts depuis le début de l'année 2016. Depuis 2013, les

[3] *Les risques du journalisme dans les conflits armés*, Aimé-Jules Bizimana, *Communication* [En ligne], Vol. 25/1 | 2006, 13 septembre 2013, DOI : 10.4000/communication.

rédactions reconnaissent leur difficulté voir l'impossibilité d'envoyer des journalistes sur le terrain, comme le précise l'AFP le 8 février 2012 dans une dépêche reprise par l'Orient-Le Jour : « Il n'était pas possible de vérifier dans l'immédiat ces informations sur le terrain en raison des fortes restrictions imposées au déplacement des journalistes étrangers en Syrie »[4]. Dès 2013, les rédactions françaises préfèrent n'envoyer que très ponctuellement des journalistes sur le terrain, s'ils sont protégés par une couverture « d'embedding ». « Compte-tenu de ce qui est arrivé à Marie Colvin, nous avons décidé de ne plus demander à aucun journaliste de couvrir la guerre en Syrie. Ceci pour ne pas les encourager à prendre des risques inconsidérés », déclare Graham Paterson, chef du service international du Sunday Times en 2013, pour mettre fin à l'usage de pigistes en Syrie. La journaliste américaine Marie Colvin, correspondante du *Sunday Times*, avait été tuée dans le centre de presse de Baba Amr, un quartier de Homs, bombardé par l'armée syrienne, alors qu'elle avait accusé quelques jours auparavant sa mort le régime de Bachar Al-Assad de tuer les civils.

À partir de la fin des années 1980, les guerres civiles ont représenté un très grand risque à l'exercice de la profession de journaliste. L'immunité dont jouissait auparavant la presse s'est érodée en raison d'une volonté nouvelle de la part des parties aux conflits à cibler de plus en plus le journaliste. Tel a été le cas dans certains conflits africains et latino-américains des vingt dernières années. Les signes distinctifs « Presse » ou « TV » qui constituaient autrefois un passeport sur un terrain de tension ne sont plus une garantie pour la sécurité du journaliste.

« Après 2001, on est passé du risque lié à la guerre à celui, en prime, d'être enlevé, ciblé, dépouillé parce qu'on est journaliste. Avant, on mettait fièrement PRESS ou TV avec du gaffer sur notre voiture en se disant qu'il y aurait un peu de respect, comme pour la Croix- Rouge. Aujourd'hui, on se demande si mettre en évidence qu'on est journaliste ne va pas nous attirer des ennuis... *»*, explique Dorothée Olliéric, qui a couvert grand reporter pour France 2, évoque l'évolution du métier de grand reporter dans le documentaire de Bruno Lorvão, « Le Siècle des journalistes - Les piliers de l'information », diffusé en mai dernier sur Histoire, cité par Hélène Riffeaudau[5].

[4] Syrie: trois familles entières tuées à Homs, AFP et *L''Orient-Le jour*, 8 février 2012.
[5] « Reporters : la guerre sur tous les fronts », Hélène Riffeaudau, L'Obs, 5 juillet 2015.

L'escalade du danger peut être le résultat d'actions symboliques comme les prises d'otages à l'encontre des journalistes dont les médias de rattachement peuvent être utilisés dans la stratégie de communication des groupes qui prennent part aux conflits. La prise d'otage fait du journaliste un objet de chantage pécuniaire ou politique. L'argent est l'un des motifs de ces prises d'otages malgré le flou entourant les versements de rançons à la suite de négociations non moins nébuleuses avec les ravisseurs. Dans la nouvelle réalité engendrée par la guerre globale contre le terrorisme, les représailles contre les journalistes dont les médias sont considérés comme alliés des belligérants, particulièrement dans le cas des États-Unis. Charon et Mercier insistent sur le fait que les journalistes soient plus « repérables et vulnérables » de la part leur matériel plus mobile. Les journalistes sont aussi menacés par des incarcérations. A ce jour, Reporters sans frontières compte « près de 29 journalistes et citoyens journalistes emprisonnés en Syrie ».

2. Victime dans les combats

Pour RSF, les sources des dangers sont multiples : « Les journalistes, professionnels ou non, sont pris entre deux étaux : les forces du régime et ses alliés et les différents groupes d'opposition, dont les radicaux tels que le groupe Etat islamique, et les forces kurdes. Les tentatives d'intimidation, les arrestations, les enlèvements et assassinats sont communs et dressent un tableau médiatique macabre ».

L'insécurité propre à une situation de belligérance entraîne le risque de se retrouver sous le feu ennemi dirigé contre les forces ou les groupes auxquels ils sont accrédités ou qu'ils accompagnent (tirs d'artillerie, embuscades…), sous le feu croisé des belligérants, sous le feu de « tirs amis », sous la menace d'explosions dans les champs de mines ou tout simplement être victime d'accidents de toutes sortes. Les risques liés à la situation périlleuse propre aux conflits ne sont d'un conflit, on est passé à une menace préméditée caractéristique du passage à l'acte contre le journaliste. De « victime collatérale », le journaliste est progressivement devenu le point de mire des attaques de la part des groupes armés et des États.

Il ne faut pas oublier les harcèlements, les emprisonnements et les assassinats orchestrés par des régimes autoritaires et des groupes criminels. La dénonciation de la corruption et des trafics de toutes sortes par des journalistes locaux est une source

de répression violente[6]. Donc l'insécurité généralisée, la volonté des groupes armés d'écarter les témoins de leurs exactions et du coût des reportages et des assurances (Marthoz, 2005) engendrent l'exclusion du reporter du terrain.

3. Des journalistes considérés comme des espions

Dans les conflits armés, les journalistes occidentaux sont par ailleurs accusés d'être des espions. L'accusation d'espionnage n'est pas toujours dénuée de fondement. En 1976, un rapport du comité du renseignement au Sénat américain a révélé qu'une cinquantaine de journalistes en activité avaient clandestinement servi comme agents de la CIA durant la guerre froide (Taylor, 2002 ; Houghton, 1996). L'*Intelligence Authorization Act* permet à la CIA et aux services de renseignement d'utiliser des journalistes comme agents sur autorisation présidentielle et avis au Congrès américain (Taylor, 2002). Cette pratique pose le problème de la suspicion généralisée dont sont victimes les journalistes dans les zones de conflit.

4. Les journalistes free-lance

« Les journalistes free-lance sont des journalistes de seconde zone – même s'il n'y a que des free-lances ici, en Syrie, parce que c'est une guerre sale, une guerre du siècle dernier ; c'est une guerre de tranchée entre des rebelles et des loyalistes qui sont si proches qu'ils se hurlent dessus pendant qu'ils se mitraillent », raconte la journaliste free-lance italienne Francesca Borri, dans un texte publié en juillet 2013 par la Columbia Journalism Review (CJR).

Le recours aux services des journalistes « indépendants » est une pratique en croissance en temps de guerre, comme en temps de paix. D'une manière générale, les conditions contractuelles des pigistes sont nettement moins avantageuses par rapport aux journalistes salariés. La plupart des journalistes pigistes couvrent les conflits sans préparation technique adéquate et sans être couvert par des assurances. « L'infrastructure nécessaire pour la sécurité est tout simplement au-delà des moyens des free-lances » (Carroll, 2005). En plus des préoccupations sécuritaires, il y a « les

[6] *Le journalisme en Syrie : une mission impossible ?* Rapport Reporters sans frontières, 2013.

dépenses nécessaires pour les hôtels, les traducteurs, les voitures et les téléphones-satellites » ainsi que « le stress d'écrire quelque chose qui vend » (Carroll, 2005).

B. Le statut particulier de l'information en Syrie

Travailler en tant que reporter de guerre implique des méthodes particulières sur le terrain pour parvenir à transmettre l'information au public avec le moins de « médiation possible ». Cette tâche est rendue complexe par les divers acteurs présents sur le terrain.

1. La complexe géographie des fronts

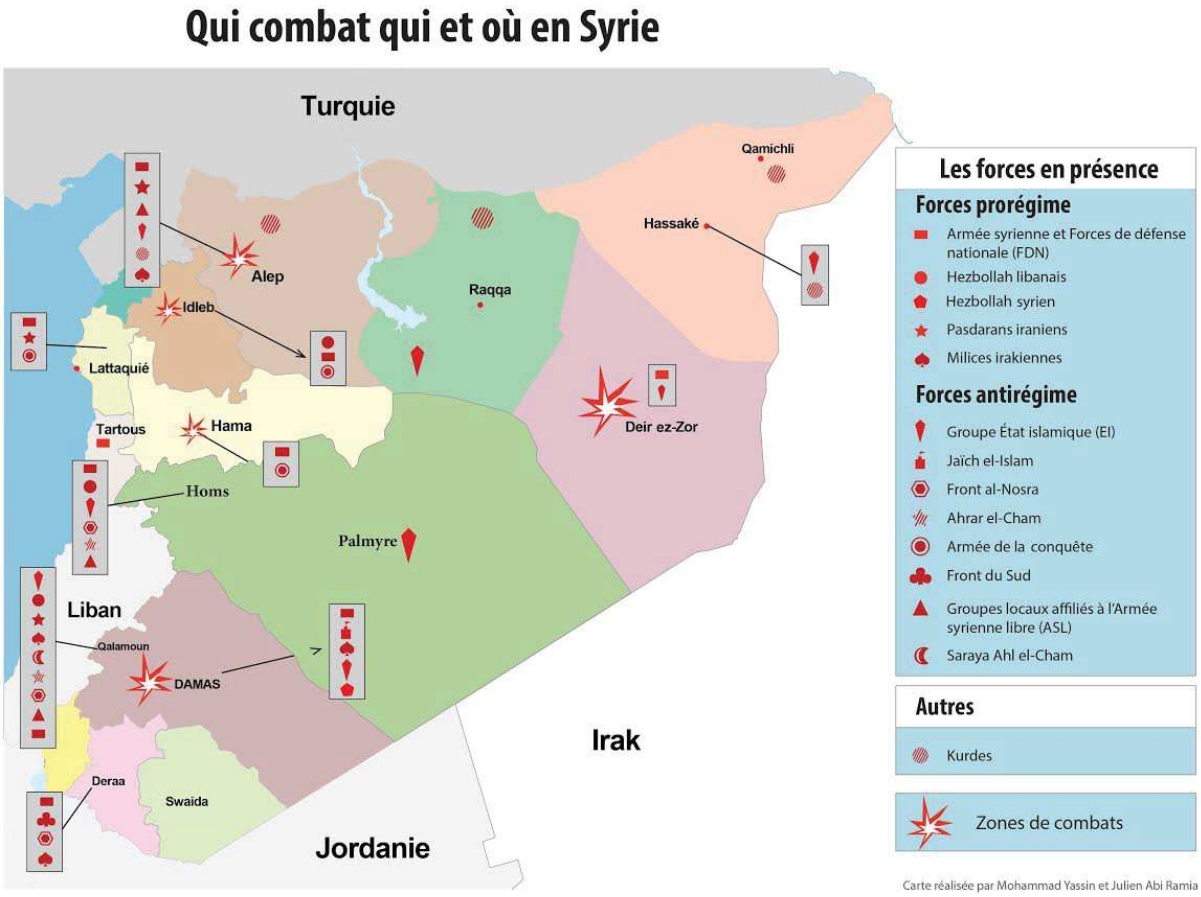
Dans son roman-reportage publié en mars 2016, *Les portes du néant*, Samar Yazbek évoque sa discussion avec un officier commandant quadragénaire de l'Armée Syrienne Libre (ASL), celui-ci évoque le désastre de la situation dans la région d'Idlib : « Vous devez savoir une chose, c'est que chaque région possède maintenant sa propre administration et que chaque village s'occupe des siens. Tout a été renversé, comme si chaque petite communauté était devenue un Etat ». « C'est le chaos qui suit la tyrannie », lui répond Samar Yazbek. Comme le résume bien Benjamin Barthe du *Monde* : « Chaque ville a plusieurs sources ».

Comprendre l'évolution des fronts en Syrie implique d'analyser les forces régionales nationales en présence et le fonctionnement des factions au niveau local. Un fonctionnement complexe que Nicolas Hénin résume bien à la page 82 de *Jihad Academy*. Lors d'un reportage à Homs pour *Le Point* en octobre 2011, Hénin constate que : « Dans les villes, on passe d'un quartier rebelle à un quartier loyaliste. Sauf que les deux sont entremêlées à l'échelle du pays et ne permettent pas à l'opposition de se constituer une base arrière consistante ».

Les négociations de Genève entre le gouvernement de Bachar Al-Assad, l'opposition syrienne et l'ONU donnent une première idée des forces en présence au niveau national : les représentants du gouvernement de Bachar Al-Assad, des Kurdes syriens, et des rebelles non djihadistes, longtemps regroupés sous le drapeau de l'Armée Syrienne Libre (ASL), éclatée en plusieurs groupes depuis début 2014. Les forces

exclues des pourparlers sont l'Etat Islamique, le front Al Nusra allié à Al-Qaida et « des franges djihadistes de l'insurrection sunnite ». Le groupe islamiste soutenu par le Qatar et la Turquie, Ahrar al-Sham a été également retiré officiellement des négociations[7].

L'Orient-Le Jour a réalisé un dossier thématique fin 2015 sur les forces en présence. Sa cartographie permet de réaliser la multiplicité des fronts et surtout, leur évolution rapide à l'échelle des régions, voir des villes.



Carte régionale des fronts, par l'Orient-Le Jour, publiée le 17 octobre 2015.

2. Les intrusions des pouvoirs publics et des militaires occidentales dans l'information

[7] Syria's Cessation of Hostilities: How Does It Work and How are Factions Reacting?, Arond Lund, 29 février 2016.

Pour comprendre le ressort de l'information en temps de guerre, il est primordial de comprendre à quel type de conflit les journalistes sont confrontés. Les conflits armés internationaux, oppose une armée gouvernementale à un groupe armé sur le territoire d'un État (Sassòli et Bouvier, 2003), sont des guerres au sens classique comme la guerre du Golfe de 1991, la guerre en Afghanistan de 2001 ou la guerre en Irak de 2003. Ces situations se distinguent nettement des conflits opposant un État et des groupes rebelles ou différentes factions entre elles. Dans les guerres civiles, il n'est pas aisé pour le journaliste local de garder une position de neutralité car il est le plus souvent assimilé à l'une des parties au conflit et pris à partie à cet égard. Le conflit syrien constitue un mélange entre le conflit armé international, par l'appui de forces armées extérieures (Russie, milices iraniennes, forces kurdes, milice libanaise chiite du Hezbollah) pour appuyer un conflit entre l'armée gouvernementale de Bachar Al-Assad et l'opposition hétérogène, constituée de plusieurs groupes armés.

Dans les conflits, l'information censée réduire l'incertitude, devient une « source de malaise social » (Mathien, 1998), car elle a le pouvoir de diviser l'opinion publique. L'enjeu pour les belligérants étant de gagner la guerre, l'information fait l'objet de censure et de propagande par les protagonistes immergés dans la guerre. Le conflit syrien a prouvé la volonté des belligérants à instrumentaliser les médias en situation de crise.

a) Le dispositif « d'embedding »

Pour l'armée, s'assurer du contrôle de la couverture journalistique demeure un enjeu important à la construction des représentations de la guerre, essentielles à la stratégie militaire nationale. Comme l'avait expliqué le général Eisenhower lors de la Seconde Guerre mondiale, l'opinion publique gagne les guerres, pas les bataillons. Le dispositif « embedding » a été mis en place à ce dessein par les autorités politiques et militaires américaines durant la guerre en Irak. Les journalistes sont confrontés à un choix cornélien : être banni du front car ils ne respectent pas les règles du pouvoir militaire et politique, ou couvrir en sachant que ce qu'ils écriront sera contrôlé. Les journalistes qui acceptent de se conformer aux règles établies bénéficient de la protection militaire, alors que les journalistes indépendants sont généralement *persona non grata* en zone de guerre ou mal protégés. Les mauvais traitements subis par quatre journalistes

indépendants en mars 2003 en Irak[8], ainsi que les bombardements américains contre les bureaux des chaînes de télévision arabes *Al-Jazeera* et *Abu Dhabi TV* un mois plus tard témoignent déjà de cet état de fait. En 2004, le sociologue Jean-Marie Charon analysait : « Il y a là un problème, qui est la radicalisation de l'attitude des militaires américains faisant l'amalgame entre média de propagande et objectif militaire, voire médias critiques et ennemis ».

Le journaliste syrien Louai Abo Aljoud, lui, suppose un lien entre l'impact des médias sur l'opinion public internationale et l'impossibilité des journalistes occidentaux de se rendre sur le terrain, lors d'un entretien donné au *Monde* le 11 mars 2016 : « Les médias occidentaux ont de l'influence. La preuve, pendant une période, beaucoup de journalistes ont pu se rendre dans les régions libérées par le régime, y compris *Le Monde.* On a constaté une influence négative sur le régime, cela a dévoilé ses vrais crimes, car les Syriens n'avaient pas confiance en les leurs. Le régime a senti cette faiblesse et en coordination avec Daech, les kidnappings de journalistes occidentaux ont commencé ».

De son côté, la Russie a emmené des journalistes « embedded », notamment lors de la reprise de Palmyre des mains de l'Etat Islamique, à la fin du mois de mars 2016. Moscou avait lancé une campagne aérienne le 30 septembre 2015 et a annoncé son « retrait » partiel en Syrie en avril 2016. Lors d'un reportage sur la base aérienne syrienne de Hmeimim au sud-est de Lattaquié, publié le 12 avril 2016, Max Delany, un journaliste de l'AFP à Moscou est « embedded » : « Mais lors d'une récente visite organisée et étroitement encadrée par les autorités russes, un journaliste de l'AFP a pu constater que l'activité y avait considérablement baissé depuis décembre, lorsque les opérations russes de bombardements battaient leur plein dans le ciel syrien… A cette époque, lors d'une première visite de ce type, le bruit assourdissant des appareils

[8] « Un groupe de quatre journalistes, deux Israéliens - Dan Scemama et Boaz Bismuth - et deux Portugais - Luis Castro et Victor Silva -, ont accusé la police militaire américaine de leur avoir fait vivre "les pires quarante-huit heures de leur vie". Les quatre journalistes non incorporés ont été arrêtés dans la nuit du 25 au 26 mars 2003 alors qu'ils dormaient entre les villes de Kerbala et Najaf, à proximité d'une unité américaine. Pourtant munis de leur carte de presse, les quatre hommes ont été menacés, maltraités et enfermés incommunicado dans une jeep pendant trente-six heures, plongeant leurs médias et leurs familles dans la plus vive inquiétude. », Rapport RSF , 31 mars 2003.

russes était incessant. Cette fois, aucun décollage n'a eu lieu et le nombre d'avions visibles a baissé ».

Si cette visite est strictement encadrée, l'agencier prend des précautions lorsqu'il déconstruit dans sa dépêche le verbatim des autorités : « En ce qui concerne les troupes au sol, le discours officiel de Moscou reste que l'artillerie et l'infanterie n'étaient pas présentes au front, même s'il admet que des conseillers et des forces spéciales au sol ont joué un rôle "essentiel" dans la préparation et l'exécution des opérations ».

Dernier exemple de journalistes « embedded » du côté russe, avec un reportage de Max Delany à Al-Nasriya, au nord-est de Damas, publié le 11 avril 2016 par l'AFP. Il s'agit de la signature d'un traité de paix local, « présentée par la Russie comme un exemple du rôle de médiateur que joue Moscou sur le terrain pour parvenir à la paix entre le régime et les rebelles. Elle s'est tenue le jour de la visite samedi de journalistes internationaux chapeautés par le ministère russe de la Défense. L'AFP n'a pas pu vérifier indépendamment que les deux civils présents à la cérémonie représentaient bien la population locale ». L'agence de presse retranscrit une partie du discours prodigué par les autorités, mais n'oublie pas de multiplier les sources : « Depuis le début de son intervention en Syrie en septembre 2015, la Russie dit avoir parrainé des trêves locales dans quelque 60 villes et villages, signées par une cinquantaine de groupes rebelles et les forces du régime »… « J'aimerais vraiment vous parler de la situation ici mais ils ne me laisseront pas faire », tente un habitant jugé trop bavard par un militaire russe qui ordonne qu'il soit tenu à l'écart de la délégation de journalistes ». Ces précautions dans la rédaction de la dépêche semblent être une protection supplémentaire, lorsque la source est unique et difficile à vérifier.

« Lorsque l'on n'a plus le choix, il y a le journalisme « embedded », j'ai découvert cette manière de travailler en Irak. à Bagdad, malgré le fait que je parle la langue, il m'était devenu impossible de travailler de manière indépendante. J'étais obligé de choisir un côté. L'Irak, c'est le premier conflit où les journalistes où l'étranger est devenu une cible. En 2004, ça chauffait un peu. Si j'ai un visa pour couvrir du côté du régime syrien, je peux aller voir de mes propres yeux ce qui se passe, pourquoi ne pas l'utiliser ? », analyse Patrick Baz de l'AFP.

b) Le « storytelling » diplomatique

Cependant en Syrie, les Etats-Unis n'ont pas envoyé de troupes au sol. Dans un article publié en février 2016, Stephan Fraiser du Boston Globe développe l'impact des pouvoirs publics américains sur les rédactions américaines absentes du terrain. Il explique que les médias américains présentent « Alep comme une zone libérée depuis trois ans », une réalité seulement partielle selon lui. Le journaliste précise que les médias américains décrivent la ville comme « retournant à présent au désœuvrement, en raison de la potentielle reprise d'une partie de la ville par les troupes de Bachar Al-Assad ». Selon Stephan Fraiser, cette couverture correspond à « l'histoire construite par Washington », donc à une forme de « storytelling » construit par l'Etat et répandu par les médias. Selon le journaliste Stephan Fraiser, la plupart des rédactions américaines écrivent « l'inverse de ce qu'il se passe réellement, en précisant qu'Alep était une zone libérée pendant trois ans et qu'elle retourne à une misère profonde ».

Stephan Fraiser du Boston Globe explique que : « Les contraintes budgétaires ont réduit le nombre de correspondants, ceux qui restent doivent accepter les paradigmes officiels » pour être envoyer sur place. « Les reporters qui couvrent la Syrie doivent s'entretenir avec le Pentagone, le Département d'Etat, la maison blanche et les experts. Une fois ce briefing terminé, les journalistes ont l'impression d'avoir interrogé tous les points de vue de l'histoire. Cette sorte de sténographie produit une nourriture que l'on fait passer pour de l'actualité en Syrie ».

3. L'ère Al-Assad et le journalisme

Dans son livre *Jihad Academy*, l'ancien otage de l'Etat Islamique, Nicolas Hénin évoque la difficulté pour les journalistes de couvrir la guerre en étant escortés par des salariés du ministère de l'information syrien. Lors de la chute de la ville d'Al Quasayr, le 5 juin 2013, Nicolas Hénin cite l'exemple d'une correspondante de la BBC : « Le lendemain, l'envoyée spéciale de la BBC, Lyse Doucet, obtint des autorités l'autorisation de se rendre dans la ville récemment « reprise aux terroristes ». Il s'agissait d'un reportage diffusé en direct de la reprise par l'armée loyaliste d'une ville aux mains des rebelles. Hénin ajoute : « Bien sûr, le régime avait prévu quelques habitants chargés de clamer leur joie du retour de l'armée. Mais, ce qui sautait aux yeux, c'était tous les hommes armés, vêtus de treillis dépareillés, certains portant des insignes jaunes du Hezbollah ».

Les journalistes sont confrontés à de grandes difficultés pour obtenir leur visa, certains s'y rendent donc sans et obtiennent des informations via les journalistes citoyens sur place. C'est le cas de la journaliste et écrivaine syrienne réfugiée en France qui s'est rendue à trois reprises illégalement, via la Turquie, en Syrie, pour écrire *Les portes du néant*. « La Syrie est un enfer, ça dépasse l'entendement journalistique. C'est difficile d'accéder au terrain, côté Damas, comme côté rebelles », confirme Benjamin Barthe du *Monde*. Alvaro Canovas, photographe de Paris Match confirme la difficulté d'obtenir un visa sans compromettre son travail : « J'avais été blacklisté par Damas du fait de mon reportage sur les rebelles, j'ai été bloqué à la douane lorsque j'ai voulu revenir pour un autre reportage. Et puis, il y a eu un ordre de laisser passer, un ordre très haut placé, probablement au-dessus du Ministère de l'Information. Bref, tout cela dépend de s'ils sont satisfait du reportage précédent ». Valérie Crova, grand reporter pour Radio France explique elle dans l'émission du médiateur de France Culture qu'une fois qu'un journaliste a obtenu un visa côté rebelle, il sera très difficile d'obtenir un visa côté gouvernemental, car le journaliste est « assimilé à l'ennemi ». La journaliste ajoute que dans la zone de Lattaquié, près de la base russe de Tartous, depuis l'intervention russe en Syrie, c'est auprès du ministère de la défense russe qu'il faut effectuer sa demande de visa. D'après Valérie Crova, les journalistes russes sont donc favorisés dans leur couverture. Valérie Crova cite par ailleurs un exemple de contrôle des contenus de la part des autorités syriennes : les journalistes ne peuvent plus parler de « régime syrien », mais « d'Etat syrien ».

Alors, les rares journalistes envoyés spéciaux sont contraints de choisir un biais : « Je préfère travailler aux côtés des missiles gouvernementaux plutôt que du côté des obus que reçoivent les rebelles. Côté rebelle, l'accueil est plus ouvert, moins besoin d'autorisation, mais c'est plus dangereux. C'est plus facile de bosser du côté de celui qui lance les obus », précise Alvaro Canovas de Paris Match. Un parti pris qu'a également choisi Jean-Pierre Perrin, en 2012, à Bab Amro, un quartier d'Homs, lors d'un fameux reportage aux côtés de l'ASL, juste avant la reprise d'Homs par le régime syrien.

II. La typologie des sources utilisées par les rédactions françaises

Les sources fiables sont essentielles pour produire une information vérifiée pendant un conflit. Mais quels critères « théoriques » peut-on retenir dans le feu de l'action ?

Concrètement dans sa charte déontologique, l'Agence France-Presse précise comment l'agencier doit manier les sources : « Chaque dépêche doit être sourcée clairement et précisément. Nous ne pouvons utiliser des sources anonymes qu'en l'absence d'alternative ou pour des raisons de sécurité, et à condition que l'importance de l'histoire le justifie ». La question du temps de vérification et de traitement de l'information n'est pas soulevée par l'AFP dans la question des sources, elle l'est plus tard dans la charte. La vérification semble donc primer sur la temporalité de la vérification, afin de pérenniser la confiance du lecteur sur la fiabilité du média.

Thomas Pierret précise la méthode à utiliser pour couvrir une histoire : « Le mieux c'est de combiner les sources ». Dans cette partie, nous analyserons comment les rédactions s'emploient à varier les sources sur le terrain et sur l'internet.

A. Les rédactions utilisent les réseaux sociaux comme première alerte ou comme connexion

Faute d'information, les rédactions reproduisent parfois directement l'information, en spécifiant l'origine de la source. Dès le début de la révolution syrienne, les médias ont rapidement intégré ces contenus citoyens bruts, le New York Times a par exemple intégré directement sur son blog sur la Syrie les vidéos citoyennes[9].

[9] *Why journalists covered Syria the way they did: On the role of economic, social and cultural capital,* Journalism December 15, 2015.

1. Les réseaux sociaux comme source première d'information

« C'est un conflit transparent, qui donne accès à une multitude de points de vue. Tout le monde sur ce grand champ de bataille donne des informations, filme, publie des communiqués, le moindre commandant rebelle possède son compte Twitter. Il faut la critiquer, certes. Ce ne sont pas des sources plus problématiques que d'autres. Si vous avez accès aux territoires rebelles, vous avez une vision tunnel, vous n'aurez pas cette vision panoptique que permettent les réseaux sociaux », analyse Thomas Pierret de l'université d'Edimbourg.

Pour ce dernier se rendre sur le terrain n'est pas indispensable puisqu'il n'est plus possible de s'y rendre que d'un côté ou de l'autre : « Facteur générationnelle, les vieux journalistes estiment que la seule ressource c'est d'aller à Damas, côté régime. Comme Patrick Cockburn qui fait sa petite ballade tri-mensuelle à Damas et pense qu'il a tout compris ».

Cependant, l'utilisation des sources indirectes sur Twitter est souvent considérée comme une première prise d'information à recouper avec d'autres sources, personnellement connues du journaliste.

Sammy Ketz, chef du bureau de l'AFP à Beyrouth, explique ne se servir des réseaux sociaux que comme d'une « alerte, sauf si le compte est reconnu d'une organisation ou d'une personne. Dans ce cas, nous citons de la manière suivante : « a déclaré cette organisation sur son compte Twitter ». Si Patrick Baz, directeur photo de l'AFP confirme cette pratique « d'alerte », il ajoute : « Les réseaux sociaux je les utilisais au début, quand nous n'avions pas de journalistes du côté rebelle, puisqu'on est la seule agence à fonctionner encore du côté du régime, aussi. On a les deux côtés ».

Wassim Nasr, journaliste à France 24, fait le même usage des sources « non situées sur le terrain », que ce soit sur Twitter ou dans les pays environnants, comme la Turquie : « Si la personne n'est pas sur place ce qu'elle dira peut mettre la puce à l'oreille, mais ce n'est pas la source d'information principale que je vais utiliser ». François d'Alençon de La Croix parle de source ouverte pour « l'orienter dans ses recherches ».

Les comptes Twitter suivis par les journalistes occidentaux sont souvent ceux des agences de presse syriennes, des experts de la région, comme Thomas Pierret, Romain Caillet, Daniel Thomson, Aron Lund ou Joshua Landis.

Pour Hala Kodmani de Libération, Facebook est le réseau le plus riche en information : « C'est un puit d'information. N'importe quel militant, journaliste, ont une page sur Facebook, comme « Aleppo Media Center », « Aleppo Today ». Pour elle, peu d'activistes syriens utilisent Twitter, sauf dans les sphères djihadistes.

2. Les réseaux sociaux, comme lien entre les sources et les rédactions

La chef du bureau du New York Times à Beyrouth, Anne Barnard détaille dans un article publié en 2016, les relations avec l'une de ses sources à Homs. L'une d'entre elle est Abu al-Majd, un officier de police syrien sous pseudonyme, déployé sur le front envoie régulièrement des photos et des « textos » depuis le front, mort en 2015 à Palmyre lorsque l'EI a repris la ville aux forces du gouvernement. Ils communiquent par le logiciel de messagerie « What's app ». Hala Kodmani raconte elle aussi qu'elle communique avec ses sources en Syrie via ce logiciel de messagerie mobile et cryptée, « grâce à la couverture internet qui est partout ».

La journaliste explique qu'il « se connectait régulièrement, il a rejoint plusieurs centaines de contacts que nous maintenons en Syrie par téléphone, Skype, WhatsApp, Facebook, Twitter et d'autres réseaux : les déserteurs, les insurgés islamistes, les activistes, les loyalistes, les entrepreneurs, les docteurs, les commandants des différentes forces. Il y a des gens qui soutiennent le gouvernement, d'autres qui le détestent et d'autres qui sont dans la zone grise, qui veulent juste que la guerre s'achève ».

Par ailleurs, le « dark net » est aussi utilisé par les journalistes syriens entre eux pour faire sortir des informations de la Syrie vers la Turquie et les pays de l'Union européenne, via notamment la plateforme Tor, comme l'indique Jawad Muna, rédacteur en chef de « Souriatna ».

B. Les rédactions emploient des sources locales : civils, journalistes professionnels ou militants

1. L'utilisation indistincte des militants, civils ou journalistes professionnels comme source

Dans *Les portes du néant*, Samar Yazbek décrit à la page 79, le fonctionnement du centre des médias de Saraqueb, qu'elle a visité pour la première fois en 2012, situé dans le souk de la ville, victime des bombardements : « Des journalistes étrangers passaient. Les activistes, qui étaient tout à la fois combattants, photographes et secouristes s'y croisaient sans cesse. L'afflux de journalistes en provenance d'autres pays arabes n'avaient pas commencé et ne le ferait qu'après la libération de la province d'Idlib. Pour l'instant il n'y avait que des journalistes syriens ».

Dans le documentaire « Panorama : Homs, a journey to hell », diffusé par la BBC en 2012, Danny Abdul Dayem, un journaliste citoyen précise que : « Seuls les médias ont le pouvoir de refreiner le régime d'Assad, c'est la seule manière de faire comprendre au monde extérieur ce qu'il se passe en Syrie ».

Avec ces deux exemples, on comprend que les témoignages des journalistes locaux supportent tous une forme de biais, celui du militantisme ou du parti pris. Partant de ce constat, les rédactions françaises persistent à employer les informations que ces informateurs locaux leur envoient, avec des modalités propres à chaque média.

a) L'indispensable « fixeur » au service des rédactions internationales

Les « locaux » travaillent comme guides-interprètes et comme « homme de réseau », pour faciliter les prises de contact au journaliste occidental. Il est l'homme à tout faire du journaliste occidental en mission en terrain inconnu. Il est « à la fois l'interprète, l'éclaireur et l'ange gardien » (Epstein, 2005). Ces « fixeurs » aux « capacités infinies » (Katovsky et Carlson, 2003) profitent de leurs réseaux de contacts dans la région et peuvent aider les journalistes étrangers par leur connaissance de la langue et du

milieu. « On utilise un « fixeur ». Des fois, ça peut être un voyou, un ancien journaliste, un mec du ministère de l'information. Du côté gouvernemental, le guide est nommé par le ministère de l'information », explique le photographe Alvaro Canovas de *Paris Match*. Selon le photographe, il n'y pas de « censure » à proprement dite de la part des « fixeurs » gouvernementaux. Wassim Nasr de France 24 « n'utilise pas de fixeur », car il est arabophone, sauf « s'il ne connaît pas le terrain ».

En raison de leur collaboration avec les étrangers, les assistants locaux sont devenus les cibles des gouvernements et des groupes armés. Selon le dernier rapport de Reporters sans frontières, 144 journalistes citoyens sont morts depuis le début du conflit syrien, en mars 2011. Un chiffre important comparé au bilan de RSF de 50 journalistes syriens tués depuis mars 2011. Cependant, la responsable du Moyen-Orient, Alexandra El Khazan précise que les journalistes citoyens ne sont pas comptabilisés dans les rapports publiés, en raison de la frontière poreuse entre l'activité médiatique et politique des journalistes citoyens. La plupart d'entre eux utilisent d'ailleurs un faux nom pour se protéger. François d'Alençon de *La Croix* pointe du doigt ce danger : « J'avais un Syrien interprète, un ancien guide culturel, il a eu des ennuis. Je ne sais pas s'il est encore là-bas ». Malgré les risques associés à leur travail, les « fixeurs » ne bénéficient pas de la protection sociale offerte aux Occidentaux. « J'ai des contacts sur place. Je ne peux pas les citer c'est dangereux pour eux, surtout à Damas », ajoute le journaliste du service International de *La Croix*.

Par ailleurs, l'expansion du journalisme « parachute », c'est à dire, de l'envoi ponctuel d'un journaliste sur un terrain dont il n'a aucune connaissance, au détriment d'une pratique axée sur l'acquisition d'une expertise régionale a accru le rôle du « fixeur », explique Orville Schell du Berkeley School of Journalism (cité par Witchell, 2004).

Alexandra El Khazan de RSF précise que l'organisation utilise un réseau de correspondants locaux pour vérifier les informations transmises par les médias syriens. Les critères retenus pour définir le statut de journaliste sont : « Sa formation, sa fonction, son expérience et son activité médiatique avant la révolution ». Ces critères stricts sont accompagnés pour le cas de la Syrie d'une étude des dossiers au cas par cas, pour que RSF apporte une aide au journaliste syrien.

b) La naissance des journalistes-activistes

Franck Rebillard, professeur à l'université Paris III a défini le journalisme citoyen en ces termes : « Journalisme participatif, journalisme amateur ou journalisme citoyen en version française, participatory journalism, grassroots journalism, citizen journalism, en version originale, toutes ces expressions ont fait florès dans les années 2000. Elles tendent à désigner un même phénomène au final : l'intervention de non-professionnels dans la production et la diffusion d'informations d'actualité ».

Cette nouvelle génération d'activistes syriens est née dès 2011. Face à un paysage médiatique désertique en Syrie, « de nouveaux médias syriens ont été créés par des journalistes-citoyens au lendemain des révolutions pour montrer les différents visages de la guerre », analyse RSF dans son dernier rapport sur la Syrie. Le taux de pénétration de téléphone à 46% à l'époque et de près de 100% en 2015, est un bon indicateur de cette évolution. Chaque brigade possède sa propre chaîne Youtube, sa chanson et ses contacts via les réseaux sociaux. Dans son livre *A l'est de Damas, au bout du monde, témoignage d'un révolutionnaire syrien*, l'exilé Majd al-Dik, orginaire de Douma, un quartier est de Damas, raconte que, dès 2011, les comités révolutionnaires de coordination se sont emparés de la question médiatique pour « donner à voir » au monde entier ce qu'était la révolution : « Le lendemain soir, j'ai ouvert la page Facebook du comité de coordination de Douma pour avoir les dernières nouvelles. Je suis tombée sur cette dépêche : « le héros Fouad Al-Dik Abou Nour est tombé en martyr tandis qu'il défendait sa ville » (page 169). Il précise plus loin à la page 268 : « On travaille pour les médias, on est des révolutionnaires de terrain ».

Ces vidéos Youtube, les live tweets et le flux de photos ont créé un niveau élevé de confiance sur ce qui se passe sur le terrain, selon l'étude publiée en 2014 par l'Institut pour la paix américain sur les réseaux sociaux en Syrie. Selon l'Institut, cette audience s'est fragmentée déjà juin 2011, avec une chute des visionnage grâce à la multiplication des sources. Comme le confirme le journaliste italien de l'agence Ansa Lorenzo Trombetta à *Libération :* « Les Syriens ont eu entre les mains un instrument très puissant et en même temps un monstre difficile à gérer. Il y avait tellement de vidéos dans les premiers mois du conflit que ma capacité à analyser les choses a été phagocytée ». Les réseaux sociaux se concentrent désormais d'avantage « sur les

communautés identitaires ». Plusieurs projets de collectes des archives vidéos ont été lancés, comme #OpSyria ou « La Mémoire créative de la révolution Syrienne ».

En 2014, Madeline Storck précisait dans les conclusions de son étude, qu'il serait intéressant de s'entretenir avec des activistes syriens sur leurs activités médiatiques[10].

c) Certains journalistes locaux formés par des organisations occidentales

Selon Elizabeth Dickinson de l'université de Columbia, des organisations non gouvernementales internationales ont envoyé des téléphones aux activistes et déployé des « media trainer » pour les conseiller sur Skype, comme le programme de la BBC Media Action, « the Institute for War and Peace Reporting » ou Avaaz. Certains gouvernements comme ceux de la France avec le CFI du quai d'Orsay et les Etats-Unis ont financé des programmes de formation de journalistes ou de médias syriens.

« Créer des réseaux, c'est la base du métier », analyse Patrick Baz, chef du bureau de photographie du Moyen-Orient à l'AFP jusqu'à septembre 2015. Patrick Baz et Ammar Abd Rabbo, journaliste franco-syrien, ont participé à la formation des journalistes syriens. Ammar Abd Rabbo raconte à Mediapart : *«* Il faut surtout les former à l'éthique, à ne pas retoucher par exemple. Ils sont très demandeurs, au niveau du cadre, des techniques, car beaucoup voulaient témoigner et étaient frustrés par les informations *».* C'est finalement en forgeant que les photographes syriens deviennent forgerons : « Ils voient comment leurs images ont été recadrées et comprennent comment ils doivent procéder ». Patrick Baz tente de « saisir le personnage », par Skype le plus souvent, dit-il. Il ajoute que le bureau régional de Nicosie à Chypre a été formé pour vérifier les informations des journalistes locaux et à les former à leur tour.

Pour Thomas Pierret de l'université d'Edimbourg, ces formations ont professionnalisé les journalistes locaux : « Avec la professionnalisation des médias syriens, avec notamment le soutien d'Al Jazeera, entre autres, qui paie des gens pour faire des vidéos HD avec une vraie structure de reportage. Ce ne sont plus des vidéos amateurs

[10] *Streaming the Syrian War: A case study of the partnership between Western professional and Syrian citizen journalists in the Syrian Conflict*, Madeline Storck, MEDIA, LSE MSc, Londres, 2014.

que produisent les civils ou les militants syriens ». *Al Arabya* et *Al Jazeera* ont en effet apporté un soutien matériel (envoi de matériel) et éducatif (formation en ligne) pour former les journalistes locaux.

d) Quel emploi pour les journalistes locaux ?

Les « stringers », sont des journalistes locaux, mais ne sont pas des journalistes à part entière employés par une unique entreprise de média. Ils sont payés à la pige ou par un salaire mensuel et sont libres de travailler avec d'autres médias. Patrick Baz de l'AFP précise que les journalistes syriens formés par l'AFP ne produisent principalement que des dépêches ou des photographies factuelles : « Ils ne savent pas raconter des histoires, parce qu'on ne leur a pas appris. Ils proposent parfois des papiers d'angle, c'est rare. On vérifie bien le contexte avant. Si l'histoire tient debout ». Patrick Baz précise aussi la manière dont il organise ses équipes en cas d'actualité chaude : « 90% de la couverture de la Syrie c'est du « breaking news ». Les journalistes syriens assurent la couverture photo d'un « breaking news » en fonction du lieu où ils se trouvent par rapport à l'événement. Nous ne leur demandons rien c'est eux-mêmes qui gèrent les risques. De plus sans la présence de ces journalistes le monde aurait été aveugle sur la Syrie ».

Hala Kodmani de *Libération*, elle aussi, chargée des formations de journalistes syriens précise : « Les jeunes locaux ne distinguent pas très bien ce qui a intérêt local et ce qui dépasse la frontière. Ils négligent les informations qu'ils leur paraissent évidentes. Ils donnent des détails de nom de chef de guerre et oublient de préciser que tel groupe militaire tient la moitié d'Alep ». Lors de l'élaboration du supplément de Libération rédigé par des journalistes syriens, Hala Kodmani reconnaît un travail supplémentaire et juge que les rédactions françaises n'emploient pas assez de journalistes syriens par « manque de confiance » : « Je faisais l'interface, je traduisais, je demandais plus d'information ».

Florence Massena dans un article publié en février 2016 par *Mediapart* s'est employée à expliquer « la double peine des journalistes syriens ». Mohammed Abdullah travaille pour l'agence de presse Reuters dans la banlieue est de Damas, dans la Ghouta,

tandis que Louai Hinedi est reporter depuis le Koweït pour le quotidien *Al-Ahkbar*. M. Hinedi explique à la journaliste de *Mediapart* : *«* Il était toujours difficile d'écrire sur les Syriens » car « il y a beaucoup d'émotions en jeu, d'hésitation et d'autocritique constante *»*.

De décembre 2012 à août 2014, M. Abdullah reste à Homs pour photographier les combats sur les lignes de front. Période durant laquelle il sera blessé 14 fois par des tirs de mortier : *«* 2013 était le pire, car nous n'avions ni nourriture, ni eau, électricité, ou même de médicaments *».* M. Abdullah précise à *Mediapart* : « C'est très risqué en ce moment. La plupart des gens n'aiment pas les journalistes, surtout les photographes, car nous prenons des photos de ce qu'il se passe vraiment, pas sous le contrôle des groupes rebelles, ni de Daech ou du régime *».*

L'absence de la couverture locale risquerait de laisser à des journalistes sans connaissance du terrain ou guidés par un agenda politique, le soin de couvrir le conflit syrien. « Dans les médias occidentaux, il y a eu très peu de journalistes qui ont fait ce travail d'apporter de la complexité », explique Louai Hinedi à *Mediapart,* « aujourd'hui, c'est encore pire car la couverture de base est à propos de Daech, du régime et des pauvres réfugiés. Et je pense que c'est d'ailleurs l'un des nombreux problèmes qui nous ont amenés à cette situation ». Zien Al Rifai, un reporter citoyen stringer de l'AFP, a été primé par le prix 2015 Rory Peck pour le reportage qu'il a effectué en 2014 à Alep au prix d'une blessure importante[11].

[11] Alep : la vie en ruine, Zein Al Rifai, Collectif des Amis d'Alep, 2014.

Cette photo d'un combattant rebelle syrien prise en février 2014 par Goran Tomasevic fait partie d'une série qui a obtenu le World Press. Tomasevic a lui-même formé des journalistes syriens, dont Mohammed Abdullah pour suppléer aux reporters étrangers qui ne peuvent plus travailler sur place. © Reuters

2. Les critiques face au recours aux journalistes locaux

Le 2 février 2016, Sonia Devillers reçoit dans son émission « L'instant M » sur France Inter, Charif Kiwan, le directeur du collectif de cinéastes syriens, Abou Naddara. Il évoque le filtrage des images des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, et s'agace de voir les « grands médias français diffuser des images sans filtre du conflit syrien ». Aux yeux de Charif Kiwan, la guerre n'est plus filmée en direct, elle est « filmée de l'intérieure, est financée et produite par les médias du monde, pas seulement les Occidentaux ». Les médias privés d'accès au terrain, « les trouvent sur Youtube qui faisaient le buzz ».

Le réalisateur comprend que les médias occidentaux « disent aux Syriens activistes de travailler pour eux en continuant à faire exactement ce qu'ils ont toujours fait, pour racheter leurs images ». De fait, pour le cinéaste, les médias occidentaux sont devenus « les producteurs de ces images ». Les médias occidentaux font du même coup « des économies en utilisant ces images, ils ne pouvaient plus envoyer leurs

propres journalistes, mais ils ont envoyé des sous-traitants locaux, anonymes, cela leur permet de transgresser toutes les règles ». Les journalistes syriens locaux continuent de subir les contraintes qui sont utilisées par les médias internationaux « pour avoir du jamais vu, aguicher les spectateurs et les annonceurs. Vendre des images inacceptables sous prétexte que la Syrie est un pays inaccessible. Comme si le fait que les Syriens filment cautionnent ces images ». Charif Kiwan compare ce procédé à « une foire coloniale », et précise que ces images ne sont pas « conformes à la déontologie journalistique ».

Pour contrer cette critique de l'usage de la force de travail des Syriens dans l'univers médiatique, Caroline Donati, pour son web-documentaire Syrie, journaux intimes de la révolution produit par Arte a demandé à plusieurs Syriens de filmer leur quotidien et d'envoyer les vidéos pour scénariser leur récit de vie : « On a voulu restituer la réalité en étant au plus près des acteurs qu'on oublie, ces jeunes révolutionnaires, qui ont initié le soulèvement, au début en mars 2011 et dont le combat continue aujourd'hui, malgré les logiques guerrières, malgré la montée des extrêmes ou les enjeux géostratégiques. Ce dispositif est essentiel puisqu'il permet de donner un accès direct à ces jeunes Syriens et à leurs combats sans avoir de filtre journalistique. Nous, on intervient dans un second temps, à distance, en les accompagnant, mais ce sont eux qui sont les auteurs de ces images. Ce sont des journalistes citoyens mais pour ce projet ils font vraiment un travail personnel et non journalistique, on les encourage dans ce sens-là car c'est vraiment le parti pris de notre projet, mettre en avant l'intime pour restituer la dimension humaine de leur engagement ». L'utilisation des images des journalistes citoyens est donc ici un parti pris revendiqué par l'auteure du web-documentaire.

C. Les rédactions et leurs envoyés spéciaux ou correspondants

« Le plus grave serait la disparition du regard du correspondant de guerre, car sa subjectivité est souvent le seul moyen pour rendre compte d'une réalité qui devient passablement irréelle à force de pouvoir être reçue de tous les coins du monde dans

son fauteuil ! Le témoignage partiel mais humain, d'un journaliste est souvent plus important que toutes les images techniques reçues d'ailleurs », explique Dominique Wolton dans *War Game*.

Lorsqu'elles en ont les moyens, les rédactions de média ont recours à un envoyé spécial ou mieux, à un correspondant permanent. Si seuls les agences de presses internationales conservent un bureau à Damas, avec des employés syriens, les correspondants occidentaux demeurent cantonnés aux pays frontaliers, comme le Liban ou la Jordanie.

Ces correspondants tissent alors un réseau de contacts qui peuvent confirmer les informations venues de Syrie. Dans un entretien publié en 2014 sur *Arte*, Caroline Donati raconte avoir construit son réseau au contact du terrain, depuis près de quinze ans : « Je connaissais déjà Oussama, qui est un militant, je le connaissais de longue date, je connaissais son engagement, son travail politique et j'avais envie d'en rendre compte ». Elle ajoute : « C'est par son réseau qu'il a pu proposer à Amer, qu'il connaissait aussi puisqu'ils appartiennent tous les deux au mouvement de non-violence de Deraya, ainsi qu'à Majid qui était journaliste citoyen pour « Sham News », et qui travaille pour ce réseau qu'Oussama connait bien ».

« Utiliser ces agences d'informations locales, ce n'est pas la panacée, on fait avec des bouts de ficelle. On va à Gaziantep, la base de repli des médias syriens, pour se rapprocher des sources et du terrain. Mais les sources sont souvent tuées par l'Etat Islamique avant d'atteindre cette zone. On fait un gros travail de recherches de sources, jusqu'à ce qu'elles se tarissent et on renouvelle ces contacts sans cesse », raconte Benjamin Barthe, correspondant du *Monde* à Beyrouth.

Le grand reporter ajoute : « Comme l'OSDH avec ses compte-rendu, ce ne sont qu'une matière première, ce n'est pas possible de construire un récit journalistique avec ces rapports seuls. Il faut aller sur le terrain ».

Les sources humanitaires et diplomatiques peuvent être aussi utiles, bien que représentant un biais politique ou humain : « J'utilise aussi des diplomates de l'ONU, des sources du CICR aussi, entre autres. Il y a des organisations plus humanitaires,

et certains universitaires », précise François d'Alançon, journaliste au service International à *La Croix*. Laurent Boussié, ancien reporter de France 2 précise lui dans « Grands reporters de guerre » que les rédactions à Paris ont tendance à angler les reportages de leurs envoyés spéciaux, à distance et sur les sources humanitaires en Bosnie, il ajoute : « Les sources de ma rédaction à Paris, c'étaient les sources de désinformation habituelles, la Croix-Rouge de Genève, pas même la Croix-Rouge locale ».

Pour les journalistes français, les correspondants d'autres nationalités peuvent être une manière de s'informer. Dans le cas de la Syrie, les correspondants russes peuvent être utile car leur pays est impliqué dans le conflit : « Il faut regarder les médias russes aussi qui ont des correspondants sur place comme *Russia Today* », précise François d'Alençon de *La Croix*.

D. Le recours aux médias syriens

1. Comprendre le fonctionnement des médias syriens pour réaliser leurs biais dans le traitement de l'information

« Contrairement à l'Irak, où les agences de presse professionnelles entraient en concurrence en travaillant sur le terrain, avec l'occupation américaine, le problème en Syrie, c'est qu'il n'y a pas de média indépendant. Lorsque dans une guerre, j'ai AP, Reuters et l'AFP qui travaillent en concurrence, j'ai confiance dans les informations que je reçois, là non », analyse Christophe Ayad, rédacteur en chef au *Monde*. Ce biais que l'on s'est attaché à démontrer pour les journalistes syriens, professionnels ou non, existe d'autant plus dans les médias syriens, utilisés par les rédactions occidentales.

Elizabeth Dickinson s'attache à expliquer le fonctionnement de ces médias locaux, par l'exemple de l'Orient TV. Cette chaîne de télévision syrienne d'opposition à Bachar Al-Assad avait montré en 2011 les forces du régime tirer sur les manifestants pacifiques, grâce à un réseau de sources sur le terrain. La rédaction dispose d'une base de données de 9 000 activistes syriens, prêts à envoyer des vidéos et des témoignages.

Le directeur de la chaîne, M. Aboud, a expliqué à la chercheuse comment il avait bâti son réseau : « En discutant sur Skype, l'équipe de l'Orient TV a relayé comment les activistes devaient travailler, ce qu'ils devaient voir, comment ils devaient suivre l'activité du régime et des militaires ». Pour M. Aboud, la chaîne a formé plus de 1 000 activistes à être « reporter » entre 2011 et 2012. La chaîne ne s'est pas focalisé sur les grandes villes et a contacté des activistes dans les petits villages, « pour les cas de breaking news ».

Samar Yazbek interroge le rédacteur en chef du journal Al-Zaytoun (l'olivier), qui paraissait depuis la libération de la ville, il raconte la couverture que ses équipes font du conflit : « La révolution, ce n'est ni la guerre ni le combat. Notre objectif est de traiter de l'aspect humain, mais nous ne possédons pas les ressources nécessaires ».

Plus loin, Samar Yazbek évoque le fonctionnement interne du centre de média de Saraqeb : « Ils téléchargeaient des photos, confirmaient le nombre de victimes et de martyrs, se mettaient en relation avec les organisations humanitaires par téléphone, les informaient sur la situation des habitants. Ils tenaient un compte méthodique des attaques du régime, combien de missiles, de quelle sorte, quelle forme et quelle taille. Plus tard, certains prépareront un dossier sur les armes chimiques lancées sur Saraqeb et les enverront à plusieurs agences gouvernementales à travers le monde ».

2. Le cas de l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) et les controverses qui l'agitent

a) « L'OSDH est populaire parce qu'il n'y a rien d'autre »

Une agence de presse dans un magasin de tchadors ? C'est l'accroche que choisissent de nombreux médias lorsqu'ils consacrent un portrait au fondateur de l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, pour souligner le profil ambigu du fondateur de l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH). Crée à Coventry, près de Londres en mai 2006, par un militant dont le pseudonyme est Rami Abdel-Rahmane, de son vrai nom Ossama Suleiman. L'homme a en effet installé son observatoire au cœur de sa boutique de vêtements de Coventry. Il vient de Banyias,

sur la côte méditerranéenne de la Syrie. L'homme est souvent décrit comme « originaire de la communauté alaouite ». Ossama Suleiman a quitté la Syrie pour rejoindre le Royaume-Uni dans les années 2000. *L'Orient-Le Jour* avait indiqué que « quatre coordinateurs relayaient les informations des 200 correspondants locaux », valant à son fondateur le surnom de « l'homme-orchestre » par l'International Herald Tribune (devenu International New York Time).

Contrairement aux autres médias syriens, l'OSDH n'affiche pas d'onglet lié à sa « méthodologie » sur son site Internet. En mars 2016, Rahmi Abdel-Rahmane confirmait à Libération, sa méthode : « Nos méthodes rigoureuses s'appuient sur le recoupement des sources de terrain, et nous faisons confirmer les chiffres par trois sources, au moins, avant de les publier ». Plus loin, dans la rubrique « About Us », l'OSDH se définit comme un « groupe de personnes qui croient aux droits de l'Homme, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui documente la situation des droits de l'Homme en Syrie et leurs violations, remplissent des rapports et les diffusent à un large réseau d'ONG et de médias. Nous travaillons avec les organisations des droits de l'Homme en Syrie, dans le monde arabe et avec la communauté internationale, qui ont les les mêmes objectifs et les mêmes aspirations : la démocratie, la liberté, la justice et l'égalité. L'Observatoire syrien des droits de l'homme n'est associé ou lié à aucun corps politique »

L'OSDH s'est érigée à une place de choix parmi les multiples ressources en ligne sur la Syrie, en étant une des premières agences de presse à naître, elle avait donc « déjà un minimum de structure pour diffuser les informations », explique Thomas Pierret de l'université d'Edimbourg. Rapidement, l'OSDH se distingue par sa capacité à sortir des « breaking news », ses informations s'avèrent vérifiées par la suite. « Sur la Syrie, il n'y a pas de source indépendante. Mais pour avoir travaillé avec l'OSDH depuis plusieurs années, avant même le début de la révolution, nous estimons que c'est la source la moins partiale », indiquait au Monde, un rédacteur de l'AFP[12].

L'OSDH est rapidement utilisée par les agences de presse internationales comme l'Agence France-Presse et Reuters, puis reprises par les médias internationaux, car,

[12] Le comptable de l'hécatombe syrienne, Benjamin Barthe, Le Monde, 15 mars 2013.

pour Thomas Pierret : « Il n'y a rien d'autre », « après un siècle de dictature ». Les médias utilisent cependant cette source en lui attribuant cependant ses propres informations. Si un des faits qu'elle rapporte s'avère faux ou tronqué par la suite, le média n'endosse pas l'entière responsabilité pour avoir relayé une information « fausse ». Thomas Pierret, professeur à l'université d'Edimbourg, rationnalise cette utilisation : « C'est d'ordre pratique l'OSDH fournit tous les jours des rapports, des bilans, des chiffres. Cela fonctionne comme une agence de presse spécialisée sur la question ». Patrick Boitet, rédacteur en chef de l'émission de France 2, Un œil sur la planète, exprime ce doute : « La grande majorité des médias occidentaux se réfèrent aux communiqués de l'OSDH, vu la difficulté d'enquêter sur le terrain. Cette source quasi unique est à prendre avec des pincettes ». Une utilisation que rationnalise et intègre au sein de sa rédaction de France 2, Patrick Boitet : « Lorsque ces chiffres sont repris par l'AFP, c'est communément admis qu'ils sont valables. Il y a plusieurs sources ».

Sammy Ketz, chef du bureau de l'AFP, justifie ces récurrentes citations de l'OSDH ainsi : « Controversé par qui ? Nous avons suivi depuis le début de la révolution tous les organisations et nous nous sommes aperçu que l'OSDH était la plus sérieuse et la mieux informée et d'ailleurs beaucoup de journaux qui critiquaient l'OSDH aujourd'hui la citent ».

Le correspondant du *Monde* à Beyrouth, Benjamin Barthe, n'est pas de cet avis : « Les médias continuent de citer l'OSDH par paresse, par convergence idéologique ou par commodité, puisque l'Observatoire publiait ses informations également en anglais, la plupart des médias et des agences de presse occidentales, l'AFP en tête, ont continué à faire de l'organisation qu'ils avaient vilipendée leur source d'information privilégiée, si ce n'est unique ». Hénin utilise aussi l'OSDH comme source, comme il l'indique à la page 108 du livre *Jihad Academy*, pour dénombrer les pertes du côté djihadistes de l'Etat Islamique et du côté du régime de Bachar Al-Assad.

Depuis le terrain, Benjamin Barthe, correspondant du *Monde* à Beyrouth résume : « Cet observatoire correspond à un compromis parmi des dizaines de sources de partis pris différents ». Hala Kodmani de *Libération*, elle, statue : « Ceux sont des informations fiables… Il y a un manque de fiabilité dans le sens où ils vont parfois

couvrir un évènement plus qu'un autre… L'AFP c'est pareil…L'AFP a rapporté le bombardement d'un hôpital du côté du régime à Alep, logiquement selon des gens que moi j'ai eu, ils étaient hors d'atteinte des tirs du côté rebelle. Les gens ont contesté l'information de l'AFP. Le seul problème de l'OSDH, c'est qu'ils ont une exclusivité, c'est la faute des agences de presse ne reprennent que leurs informations alors qu'il y a d'autres ONG qui ont des informations toutes aussi fiables, le VDC pour les prisonniers, le SNHR, les bilans quotidiens ».

b) Les débats autour de l'OSDH

L'OSDH a d'abord essuyé une fronde interne. Le premier site internet crée (SOHR.com) par le fondateur a été concurrencé par un autre groupe (SOHR.org), mené par un docteur, Mousab Azzawi, basé à Londres, dont le site internet a depuis disparu.

Le fondateur de l'OSDH a ensuite été la cible de nombreuses critiques occidentales et syriennes. Pour certains comme Bassam Tahhan, chercheur et professeur arabisant d'origine syrienne, l'OSDH est « aidé par les services secrets britannique et très peu fiable ». D'autres l'accusent d'appartenir à la confrérie religieuse des Frères Musulmans et donc d'appuyer le conservatisme religieux en Syrie, à l'instar d'Alain Chouet, ancien responsable de la Direction générale des services extérieurs (DGSE) et expert du monde arabo-musulman, qui explique à Marianne : « L'OSDH est une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants islamistes »[13]. Ce dernier poursuit : « Les pertes de l'armée syrienne sont gonflées par l'OSDH », qui est « clairement financé par des fonds saoudiens et qataris ».

D'autres journalistes accusent le fondateur de l'OSDH de soutenir le régime de Bachar Al-Assad, en privilégiant le décompte des victimes du côté des forces loyalistes, comme le soutient à La Croix Fabrice Balanche, directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO) qui qualifie l'OSDH « d'instrument de propagande »[14]. Pour d'autres encore, l'OSDH est « entre les mains de l'opposition », comme le dit Gérard Chaliand, le 19 février 2016, au micro de France

[13] Les dangers de l'après Bachar El-Assad, Régis Soubrouillard, Marianne, 20 juillet 2012.
[14] Syrie, guerre civile et guerre des mots, Agnès Rotivel, *La Croix*, 24 juin 2012.

Inter[15]. Thomas Pierret, lui, nuance : « Les sources sont lié à la confession de Rami Abdel-Rahmane et de son réseau, il a plus d'information du côté loyaliste que du côté opposition. »

Un article du blog hébergé sur le site du quotidien Le Monde, « L'Oeil sur la Syrie », donne un point de vue sur la polémique qui remonte à 2012. Ecrit par un journaliste, sous le pseudonyme d'un ancien diplomate désormais décédé, Ignace Leverrier. L'article explique que l'OSDH sous l'égide d'Ossama Suleiman « ignore l'identité de la plupart de ses informateurs, ne mentionne pas le nom des victimes, ne parle pas l'anglais ». Les critiques de l'OSDH fustigent aussi son attachement au pouvoir de Bachar Al-Assad : « Seuls des militaires ou des agents des services de renseignements disposent de ce type d'information ».

La création de l'OSDH est expliquée ainsi par l'auteur du billet : « Bachar al-Assad a autorisé la création de médias privés dont la liberté et l'indépendance étaient largement illusoires, dont les articles étaient inspirés ou contrôlés par ses *moukhabarat* et qui, en diffusant « de source crédible » des informations contradictoires empêchaient les Syriens de comprendre vraiment ce qui se passait chez eux. Il a opté pour la même stratégie dans le domaine des Droits de l'Homme. Au lieu d'entretenir l'*omerta* traditionnelle sur les exactions des multiples services de renseignements, il a favorisé la diffusion d'informations aussi diverses qu'impossibles à confirmer. C'est dans ce contexte que l'Observatoire a été implicitement autorisé à disposer, en Syrie, d'un noyau de correspondants, pour la plupart des avocats dont on ne peut mettre en doute la sincérité de l'engagement dans la défense des prisonniers politiques, des détenus d'opinion et des membres de groupes islamistes ou réputés tels ».

L'OSDH est considéré par l'auteur du billet de l'œil sur la Syrie comme le « concurrent direct d'une autre organisation depuis longtemps installée en Grande Bretagne, le Comité syrien de Défense des Droits de l'Homme en Syrie. Fondé en 1986, il était devenu en 1997 le Comité syrien des Droits de l'Homme (CSDH). Dirigé depuis 2004 par un diplômé de langue et littérature anglaise, Walid Saffour, et disposant d'un site Internet, le CSDH se trouvait jusqu'alors dans une situation de quasi-monopole dans

[15] (5"33), La Matinale, Gérard Chaliand, France Inter, 19 février 2016.

la divulgation à l'étranger des atteintes aux Droits de l'Homme dont Bachar al-Assad se rendait à son tour coupable en Syrie. En contribuant à mettre fin à ce monopole - comme il avait mis un terme à celui du site d'information en ligne *Levant News*, lancé en 2001, en autorisant la création en Syrie du site *All4Syria*, en 2003 - le régime syrien n'entendait évidemment pas exposer ses turpitudes aux yeux et aux oreilles des opinions publiques occidentales. Bachar al-Assad voulait d'abord et avant tout enlever aux Frères Musulmans, à l'origine du CSDH comme de *Levant News*, leur exclusivité dans les deux domaines pour lui très sensibles de l'information et des Droits de l'Homme ».

Selon le même article de « l'Oeil sur la Syrie », l'OSDH est connue pour ses positions contre l'intervention étrangère en Syrie : « La majorité des amis de l'Observatoire appartenaient au Comité de Coordination nationale pour le Changement démocratique (CCNCD) se rangeaient sous la bannière des « opposants à l'intervention étrangère. Mais cet « anti-interventionnisme » se limite à celui de l'Arabie Saoudite et des Occidentaux, sans refuser l'action des groupements chiites sur le terrain, comme l'intervention de l'Iran, de la Russie, du Hezbollah ("parti de Dieu", milice religieuse chiite libanaise) ». Bref, l'OSDH refuserait l'interventionnisme occidental, mais pas celui des forces du régime alaouite de Bachar Al-Assad. Une accusation à laquelle le fondateur se défend dans les colonnes du quotidien libanais en ligne Al-Akhbar, en expliquant que : « Plusieurs membres de l'opposition syrienne mènent une guerre contre moi à cause de mon opposition à l'intervention de l'OTAN et que je continue à publier le nombre de victimes causées par le régime ».

Sur ce débat, Benjamin Barthe semble avoir déjà tranché le parti pris de l'observatoire : « L'OSDH s'oppose au CNDS. Mais en même temps, l'OSDH n'est pas vendu au régime, n'est pas non plus favorable à la militarisation sur le terrain des puissances étrangères, elle s'oppose clairement aux djihadistes. Ce qui est un calcul pas totalement débile ».

L'auteur de ce billet sur l'œil sur la Syrie n'attend qu'une chose : « Que des spécialistes des médias, de l'information et de la propagande en temps de guerre s'intéressent à la trajectoire de l'Observatoire, comme d'autres l'ont fait naguère avec une rigueur plus ou moins scientifique pour la chaîne de télévision qatarie *Al-Jazira ».*

3. Les autres médias syriens

D'autres organisations plus récentes se sont créés pour répertorier les victimes du conflit syrien. Ces sources sont souvent spécialisées dans un domaine et permettent aux journalistes occidentaux de recouper leurs données sur les évènements qu'ils couvent, loin du terrain de guerre[16].

a) Les médias syriens spécialisés sur les droits de l'Homme

- **Le « Syrian network for Human Rights » (SNHR),** a été fondé en 2011 par Fadel Abdul Ghani à Londres. Il documente les violations des droits de l'homme en Syrie et se revendique comme « indépendant », en lien avec le rapporteur des droits de l'homme des Nations Unies. Sur son site (rubrique méthodologie), cette organisation revendique être la seule source de l'ONU sur les victimes du conflit syrien. Le site ne semble pas être très actif, le dernier article dans les médias en juin 2015, mais poste régulièrement des rapports. Par ailleurs ce centre recommande de placer le dossier syrien devant le tribunal international des crimes contre l'humanité de la Haye.

A la page 109 de son livre, Nicolas Hénin souligne cependant les limites de cette observatoire : « Beaucoup des cas relevés n'ont en fait pas été retenus dans ses calculs parce qu'ils n'étaient pas suffisamment élevés ». Cité par Nicolas Hénin, Fadel Abdul Ghany, le fondateur du SNHR admet n'avoir que très peu d'informations sur les pertes dans les rangs du régime ou de l'Etat Islamique : "Parce que nous n'avons pas de sources à l'intérieur de ces groupes. Par contre, les informations que nous avons sur les victimes que nous recensons sont très complètes, avec leur nom, leur âge, leur profession. On a fait une vraie formation à distance des gens qui travaillent pour nous dans l'ensemble des provinces. Ils sont en relation avec les comités locaux. Certains des correspondants qui travaillent pour nous ont plus de 3 000 contacts sur leur compte Skype ! Mais on va toujours vérifier l'info et demander des preuves, si possible, des photos ».

[16] A Guide to Syria's Best Citizen Journalism, Nora Caplan-Bricker, The New Republic, 30 août 2013.

A la page 111 de *Jihad Academy*, Nicolas Hénin montre un exemple des lacunes de cette méthode : « Le SNHR n'a ainsi pu dresser la liste que de 5 600 civils morts sous la torture, alors que les photos de « César » ne montrent les corps de 11 000 personnes différentes, mortes dans seulement deux centres de détention de Damas ».

Nicolas Hénin explique que : « le SNHR a un meilleur accès aux victimes du régime qu'à celles des djihadistes », le fondateur du Syrian Network for Human Rights (SNHR), est cité par Nicolas Hénin : « On s'est rendus compte que le régime a tué 150 fois plus de civils que l'Etat Islamique ». Pour Hénin, ce décompte provient de la date d'apparition plus tardive de l'Etat Islamique en 2013 : « On peut imaginer que l'Etat Islamique tue une proportion plus importante de militaires alors que le régime concentre sa répression sur les civils ».

- **Le « Violation documentation center » (VDC**), crée en avril 2011, adopte une méthodologie similaire au SNHR. Une rubrique de témoignages vidéos est également disponible. Ce centre s'est illustré notamment sur « les violences commises très régulièrement à l'encontre des prisonniers », explique Nicolas Hénin à la page 114 de *Jihad Academy*. Lorsque le VDC évoque le massacre de Douma, en banlieue de Damas, le 12 août 2015 et le 22 août de la même année par l'Etat Syrien, dans la zone de Gouta, l'auteur du bilan utilise le conditionnel pour désigner le *modus operandi* et les responsables du massacre : « La manière dont les zones densément peuplées de civils ont été ciblées dans l'est et l'ouest de la Ghouta rend plus probable le fait que les forces aériennes du régime ne se dirigeaient pas vers des objectifs militaires, mais s'organisaient de manière à provoquer et achever un transfert de population forcé, hors de ces zones ». D'autre part, ce centre met à jour, dans un objectif de transparence, un compteur du nombre de morts au jours près. Le VDC a une rubrique dédié à sa méthodologie et à sa classification des crimes recensés au fur et à mesure, par volonté de rendre justice ultérieurement. Razan Zaitouneh, avocate des droits de l'Homme récompensée par le prix Anna Politkovskaya et le prix Sakharov, et une partie des collaborateurs du VDC sont actuellement portés disparus depuis leur enlèvement le 9 décembre 2013 par un groupe d'hommes armés et masqués à Douma, près de Damas, alors en état de siège et contrôlée par Jaich-Al-Islam.

- **« Raqqa is being slaughtered silently »,** ou « Raqqa est massacrée en silence » est une organisation d'activistes et de journalistes, basée à Raqqa, fief de l'organisation Etat Islamique. Cette organisation rejette le régime de l'EI sans aide extérieure et provoque la réponse brutale du commandement de l'EI, mais il demeure impossible de déterminer comment la présence d'une plateforme de médias dédiée à exposer la brutalité de l'organisation, impacte réellement sur la structure de l'EI. Pour Kate Ferguson, cette organisation pourrait faire l'objet à l'avenir d'une étude sur les « communautés de confiance entre les différentes formes de journalisme citoyen, en ligne ou sur le terrain, et comparer les plateformes de médias locales et internationales ». Pour la chercheuse américaine, force est de constater que « la consommation de médias ne reflète pas la confiance du public, mais démontre d'une habitude ou d'une tradition culturelle »[17]. Ibrahim Abdelkader et Farès Hamadi avaient été découverts décapités le 30 octobre 2015 à leur domicile de Sanliurfa, dans le sud de la Turquie. Un assassinat dont l'Etat islamique avait été accusé par la suite.

- **« Syria Direct »,** est un « pure-player » fondé en 2013, spécialisé sur les avancées militaires et diplomatiques. Ses contenus sont souvent repris par *USA Today*. Sur le site, la ligne éditoriale est clairement explicitée : « Nous insistons sur l'importance du journalisme professionnel, en identifiant nos sources, vérifiant les faits qui permettent une couverture nuancée, bien menée sur les problématiques complexes ». De plus, la liste des journalistes est disponible, accompagnée d'une courte biographie. Contactée par email, la rédactrice en chef, Kristen Demilio, diplômée de la Columbia University refuse cependant la « médiatisation de ses journalistes et préfèrent laisser parler ses contenus d'eux-mêmes ».

[17] « Countering violent extremism through media and communication strategies », A review of the evidence, Dr Kate Ferguson, Research Associate, Partnership for Conflict, Crime and Security Research , University of East Anglia, 1er mars 2016.

b) Les médias syriens ouvertement militants

« ANA Press », fondé par Rami Jarrah, sous le pseudo d'Alexander Page, publie des vidéos d'activistes et de citoyens journalistes. Le « Sham News Project » est un site d'information anti Bachar Al-Assad.

Le « Syrian media center » regroupe plusieurs médias d'activistes basés sur le terrain, uniquement disponible en ligne et en langue arabe, limitant l'accès aux données aux journalistes occidentaux non-arabophones.

Une autre de ces sources militantes, « All4 Syria », fondé par Ayman Abdel Nour se présente comme une source « indépendante ». Nicolas Hénin présente son fondateur comme « chrétien, opposant et journaliste, ancien baathiste, proche du pouvoir ». Dans une interview à « Souriya ala toul », reprise par « All4Syria », le 13 octobre 2013, le fondateur dénonce pourtant l'imposture de la laïcité du régime de Bachar Al-Assad : « Le régime s'est évertué à diviser les confessions sur tous les plans ».

Sur la multiplicité des sources partisanes en Syrie, Patrick Boitet souligne la problématique des sources militantes : « Ce qu'un Mélenchon ne se prive pas de dire (à propos de l'implication russe en Syrie, dans l'émission On est pas couché du 20 février 2016 à 4"27 : « Tout le monde s'applique à raconter des salades pour les faire passer dans son camps », NDLR).

c) Trancher entre subjectivité, objectivité et la neutralité

« Ils sont tous activistes à la base. Dans ce genre de conflit qui ne l'est pas ? », tranche Patrick Baz de l'AFP. A la question de l'objectivité en terrain de conflit, Patrick Baz réplique à *Mediapart* : *«* On est dans un pays en guerre, tu es dans un camp ou dans un autre au final, pour pouvoir travailler. On leur demande du factuel. Certains s'autocensurent mais on le sait, quand tu reçois des barils de TNT sur la gueule, qu'importe d'où ça vient, tu te tiens à la même légende avec les 5 W *».* L'ancien chef photo de l'AFP préfère employer le terme de « neutralité ». « On a une forme d'empathie, l'objectivité c'est de la branlette intellectuelle, ça n'existe pas. Une forme

de neutralité est possible, oui. Vous croyez que Robert Capa lorsqu'il a débarqué sur les plages de Normandie en 44 était objectif ? », précise Patrick Baz. L'image de Robert Capa est aussi utilisée par Jean-Pierre Perrin[18] : « Quand le grand photographe de guerre américain Robert Capa débarque en 1944, il est « embedded » et personne ne songe à lui reprocher. Il ne pouvait pas être à la fois du côté allemand et du côté allié ! »

« Je suis photographe, tout ce que je fais est subjectif, mon œil ne verra pas la même chose que le vôtre, mon cadre, la lumière que je choisis, tout est subjectif », ajoute Patrick Baz. Pour conclure sur la question de l'utilisation des sources, Benjamin Barthe résume, pragmatique : « Il n'y a pas de source miracle pour cette affaire ». Pierre Barbancey de *L'Humanité* rappelle dans « Grands reporters de guerre » : « Même quand on est grand reporter, on appartient à un média, avec sa ligne rédactionnelle, ses options différentes de celles d'un autre média, et donc quand on est sur le terrain, on est porté par une certaine vision, on écrit pour un certain lecteur en tout cas ».

Cette typologie des sources non exhaustives, ouvertement militantes acteur depuis le terrain ou les observatoires basés à l'extérieur du pays, permettent aux journalistes de couvrir le conflit syrien, grâce, entre autres, à des estimations relativement fiables des victimes. Si ces bilans chiffrés ont été très présents jusqu'en 2015, ces bilans comptables semblent être passés au second plan. Les médias analysent désormais davantage les négociations de paix et les avancées militaires.

III. Le contenu des sources

Après avoir étudié la typologie des sources utilisés, nous analyserons quel type de contenu est retenu par les rédaction. Le comptage des victimes civiles et militaires a un rôle primordial pour « éclairer les zones d'ombre », comme le disait Albert Londres. Les histoires de vie ou les papiers sur les avancées militaires viennent souvent complétées, voir remplacer, ces décomptes, dont la méthodologie demeure incertaine.

[18] *Grands reporters de guerre, entre observation et engagement*, Les Instantanés de l'histoire, Les rencontres de Normale Sup', Paris, Editions rue d'Ulm, août 2012.

A. Des bilans comptables des victimes, « un doigt mouillé » ?

Les bilans comptables des victimes civils et militaires demeurent un baromètre important de l'importance des avancées militaires. Si les activistes depuis le terrain font leur possible pour transmettre ces informations, les organisations de presse syriennes, françaises ou occidentales, ne retransmettent pas ces informations sans vérification préalable.

66

Page 66 « La Dame de Damas » de Jean-Pierre Filiu et Cyrille Pomès, Futuropolis, 2015. Un exemple de la contradiction potentielle entre le nombre de victimes sur le terrain rapporté par les activistes et ceux publiés par les agences de presse syriennes. Planche reproduite avec l'aimable autorisation des éditions Futuropolis.

1. Cas pratique : comparaison des chiffres avancées par le SNHR, le VDC et le OSDH sur le bilan des frappes russes entre septembre et décembre 2015

Pour comparer concrètement les données de plusieurs agences sur un même évènement, les méthodologies de comptage sont différentes. La question des dates de prise en compte des victimes, des lieux, du type de victimes sont autant d'obstacles à une comparaison stricte.

	OSDH	SNHR	VDC
Date de prise en compte	Du 1er au 16 décembre 2015	26 octobre 2015	Du 30 septembre au 30 octobre 2015
Publication du rapport	16 décembre 2015	26 octobre 2015	15 novembre 2015
Région	« Plusieurs »	-	-
Civils morts	353	254	329
Rebelles morts	« Dizaines »	11	-
Blessés	950	-	-
Types d'armes utilisées	-	-	« cluster munitions, vacuum bombs and long-range missiles launched from the Caspian Sea »

Finalement, sur une période donnée, entre le 30 septembre 2015, date de début des frappes aériennes russes, jusqu'au 16 décembre de la même année, le nombre de morts varient d'une centaine de personnes, en fonction des observatoires. Le degré de précision du rapport varie aussi en fonction du délai de publication du rapport. Dans le cas du VDC, les armes utilisées ont été précisées. Au même moment, Amnesty

International faisait état de plus de 2 000 morts dont des « centaines » de civils. « Les bilans varient peu entre les sources finalement. Par exemple, pour les bombardements à Dauma en septembre 2015, il y a eu une centaine de morts, ce que toutes les agences syriennes ont confirmé » précise Christophe Ayad, le rédacteur en chef du service International du Monde, à ce sujet.

La reprise de ces chiffres par l'AFP, quinze jours après la publication du rapport, le 30 décembre 2015, donne un bilan beaucoup plus élevé. Selon l'agence, « le bilan de trois mois de frappes russes est désastreux pour les civils syriens. Depuis le début des raids, le 30 septembre, ils ont fait plus de 2300 morts, dont un tiers de civils, selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (OSDH). L'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de sources médicales et de militants en Syrie, a recensé 792 victimes civiles, dont 180 enfants de moins de 18 ans et 116 femmes ».

Finalement, ces chiffres permettent d'établir une forme de récit du conflit, bien que les médias français semblent privilégier la narration d'un récit. « Donner à voir » le conflit syrien, c'est aussi établir un décompte du nombre de victimes civils, un baromètre important pour révéler la nature du conflit. Christophe Ayad du Monde justifie ainsi leur emploi : « Cela correspond pour moi à la nécessité des médias occidentaux de chiffrer. Les bilans différents de 10 ou 20 000, selon le rapport et entre l'OSDH et l'ONU, c'est donc assez fiable. Par exemple, les militaires français aussi nous ont donné des chiffres. Pour un bombardement, on a, par exemple, ⅓ de morts appartenant aux troupes de Bachar, ⅓ de djihadistes et ⅓ de civils. Ils ont eu ces chiffres avec le bilan de l'OSDH et les informations des renseignements. C'est une sorte de doigt mouillé entre les bilans pour se faire une idée ».

Mais l'utilisation ou non de ces chiffres peut être révélateur d'un parti pris dans le contenu éditorial. Au sujet des chiffres utilisés pour quantifier le nombre de mort lors du massacre d'Hama en 1982 en Syrie, Patrick Boitet analyse : « Ce n'est pas la même chose d'arbitrer entre ces chiffres, c'est être dans deux camps différents. Comme je n'ai pas le temps, pas l'envie de raconter n'importe quoi, on emploie une formulation prudente, qui satisfait ou non. Comme dans les manifestations, où l'on prend les chiffres de la police et les manifestants. Comme le conflit israélien-palestinien, les

termes choisis définissent son parti, si l'on utilise le mot « mur » ou « clôture » par exemple ».

2. L'impossible comptage des victimes

Dans l'édition spéciale de Libération des « 5 ans du conflit syrien », le 11 mars 2016 Hala Kodmani, journaliste franco syrienne écrit le « Bilan des victimes : l'impossible comptage ». Dans cet article, la sœur de Hala, Basma Kodmani, négociatrice à Genève dans les pourparlers entre la Syrie et l'ONU explique que les estimations chiffrées n'ont plus de raison d'être : « Le chiffre de 260 000 victimes n'a jamais varié depuis un an ». Simple raison à cela : « Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a stoppé en avril 2014, un mécanisme de collecte et de regroupement des données pourtant rigoureusement élaboré, le comptage est arrêté, victime de contradictions, de grandes divergences, et de petites querelles autour du conflit ». Mais, en avril dernier, Stefan de Mistura a utilisé le chiffre de 400 000 victimes à Genève. Hala Kodmani juge que c'est un « signal de renonciation internationale », qu'il devrait y avoir un « organe centralisé, qui le recoupe et donne les chiffres ».

Faute de méthodologie stricte, plus de bilan officiel du nombre de victimes du conflit syrien. Un état de fait que regrette profondément l'auteur : « Il s'agissait aussi, pour eux, de mener la bataille de l'information contre le régime qui niait la violence de la répression. Leur crédibilité étant remise en cause, y compris par les organisations internationales et les médias, ces mouvements militants se sont employés à documenter toujours davantage leurs informations. Certains ont créé ou fait évoluer leur activité en organisations dédiées à la collecte et à la publication des données sur toutes les atteintes aux droits de l'homme en Syrie. Parmi elles, le Violation Documentation Center (VDC), mis en place notamment par l'avocate Razan Zaitouneh, aux compétences reconnues internationalement, ou le bien plus célèbre Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui se distinguait en comptabilisant aussi les victimes du côté du régime et de ses forces armées ».

3. Quelle méthodologie pour ces chiffres ?

a) La fin du comptage officiel rend plus difficile encore la vérification par les rédactions

Hala Kodmani raconte comment l'ONU comptait les victimes : « Début 2012, Navi Pillay, la haute commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, décide de confier à Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) - une organisation d'experts spécialisée dans le comptage des victimes en temps de conflit - la tâche de compiler les chiffres fournis par différents groupes de la société civile syrienne. Une dizaine de sources sont identifiées dans un premier temps, et leurs données sont comparées et recoupées, notamment pour éviter les doublons. Il faut vérifier, par exemple, que le « Abu Mohammad » de tel quartier de Homs, répertorié parmi les morts selon une des sources, n'est pas le même que le « Hussein Mahmoud » compté dans une autre liste ».

Ensuite, les agences de presse citoyennes étudiées plus haut, ayant un bon réseau et une bonne connaissance du terrain ont mis la main à la pâte. « Des ONG, qui ont une bonne connaissance du terrain syrien, ont aidé à comprendre les relations entre ces groupes et [à définir] qui se trouve à la source de l'information, pour réduire la liste à sept sources apparemment autonomes *»,* indique à *Libération* Mathieu Routier, chargé du programme Machrek à EuroMed Rights (REMDH), l'une des ONG impliquées. Les sources provenant du gouvernement syrien sont également prises en considération.

La méthodologie est statistique. Patrick Ball, le fondateur du « Human Rights Data Analysis group » (HRDAG) développe un algorithme permettant de croiser les données récoltées sur les morts. Ces informations « différenciées », incluant nom, sexe, âge, date du décès, lieu aboutissent à une statistique du nombre de personnes décédées.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme décide d'organiser des formations à ces logiciels destinés aux journalistes et aux organisations syriennes, dès le début de l'année 2014, à Genève, en partenariat avec des experts (dont le HRDAG et EuroMed Rights) : « L'atelier se conclut par des recommandations visant à améliorer la crédibilité de la méthodologie, mais ne parvient pas à surmonter les antagonismes entre les groupes et l'OSDH, qui se retire du processus lancé par l'ONU ».

Rami Abd Rahmane, le fondateur de l'OSDH explique son retrait à Hala Kodmani : « J'ai constaté et mis en évidence que certaines des informations fournies par telle ou

telle organisation étaient fausses ou peu crédibles. Deuxièmement parce que l'ONU se transformait en un registre d'état civil ou de documentation, et ne donnait pas de suite politique ou juridique à ses rapports pointant, notamment, les responsabilités du régime ». Ce refus se traduit par le retour d'une querelle entre les organisations : « D'autres partenaires pensent que c'est l'OSDH qui n'a plus voulu jouer le jeu de l'échange des informations, soupçonnant l'organisation de vouloir se présenter comme la seule source sur le nombre de victimes et sur les autres informations en Syrie ».

b) Les contenus éditoriaux tendent à s'écarter des bilans chiffrés

La prise en compte des bilans humains par ces organes syriens ou occidentaux devient de plus en plus complexe. « Aux morts par bombes et sous la torture, il faut ajouter les personnes mortes de faim, de froid, ou pour n'avoir pas pu accéder à des soins médicaux, ainsi que les pathologies liées à la dégradation de la situation humanitaire et sociale dans le pays », conclue Mathieu Routier du REMDH.

Ces chiffres deviennent du même coup d'une importance relative, comme l'analyse Benjamin Barthe, correspondant du Monde à Beyrouth : « Au début, au *Monde,* on faisait des kilomètres de papier dès qu'il y avait un bombardement. Maintenant on fait moins de compte rendus des avancées et des reculs du conflit, que des analyses plus poussées des enjeux et des protagonistes. L'état de guerre est devenu presque permanent. L'important maintenant ce sont les petits actes. L'important à présent ce sont les comptes rendus de terrain ». François d'Alençon de La Croix ajoute : « Les histoires de chiffre, c'est compliqué de recouper, c'est un sujet à caution ».

En août 2013, des chercheurs ont étudié la couverture du New York Times et du Washington Post des réactions internationales face à l'utilisation d'armes chimiques face à ses propres citoyens. L'analyse démontre que dans les mois suivants, la presse se concentre sur les efforts diplomatiques pour endiguer le conflit, plutôt que sur les combats en cours[19]. Cette couverture est alors un angle qui semble pouvoir permettre aux rédactions de ne pas s'opposer frontalement à l'un ou à l'autre acteur du conflit syrien.

[19] *The Syrian Crisis in the News,* Journalism Practice, Volume 9, Issue 5, 2015.

La question de l'audience impacte aussi sur la décision des rédactions de diffuser ou non ces chiffres. Leur moindre diffusion implique l'application de la loi implicite du « mort-kilomètre », présentée par Pierre Haski sur Rue89 en 2007 : « Traduction : un accident dans le métro londonien avec quelques victimes fera un gros titre alors qu'un accident de train en Inde faisant cent morts donnera à peine une brève ».

B. La vérification des sources depuis le « desk »

Les journalistes sont censés être les « médiateurs » entre les évènements et le récepteur. Cette médiation ne doit tolérer aucun biais en situant dans un certain idéal d'objectivité, c'est-à-dire dans une position qui se veut « impartiale, et non pas de simple relais de l'information » (Mathien, 2001). Une position difficile à tenir dans un contexte de fronts, où chaque camp tente de manipuler l'autre, par le biais de l'opinion publique.

Au lieu de se conformer à l'adage : « Choisis la vérité, pas un camps » (Mathien, 2004), les journalistes peuvent s'identifier à l'une des parties en place dans le conflit. La vérification des sources, leur recoupement et leur contextualisation est alors essentielle dans un contexte où toutes les sources venant du terrain sont amenées à être de partis pris.

1. La nécessaire compréhension du biais des sources militantes

a) Vérifier un contenu physique (son, vidéo, photo) extrait des réseaux sociaux

Les remises en question sont nombreuses de ces informations extraites des réseaux sociaux publiées par les sources lointaines, depuis le terrain. « Les montages Youtube ne sont que ce qu'ils sont : de brefs moments capturés sur un film. Que s'est-il passé avant et après ? Quel est le contexte et que se passe-t-il lorsque la caméra est éteinte ? » (Rania Abuzied, Time). Les coups de téléphone « permettent d'écrire des sujets magazine sur les sujets spécifiques, mais quand il y a une forte actualité et que nous devons savoir ce qu'il s'est passé tout de suite, nous sommes perdus » (Stephan Starr, Irish Star). « Même les reporters ayant les meilleures sources sur le conflit syrien et le couvrant de l'extérieur reconnaissent que les appels téléphoniques et les fragments postés sur les réseaux sociaux sont une solution

partielle » (Jared Malsin)[20]. Ces vérifications doivent être effectués d'autant plus rapidement dans les agences de presse, contraintes par le manque de temps, la pression face à la concurrence et donc, la vitesse à laquelle doit sortir la dépêche.

Le journaliste syrien Reem Fadel interroge *Le Monde* sur le manque de vérification dans les rédactions françaises : « Ce qui manque du côté des médias ici, c'est tout ce qui passe par les réseaux sociaux. Il existe une page qui vérifie les informations données dans la presse, mais elle est en arabe ». Son confrère syrien Zein al-Rifai précise : « Les agences de presse contactent les journalistes syriens présents sur place, mais pas les journaux, les télévisions, etc, qui ont de l'influence en France ».

« Depuis le début du conflit, il y a eu peu de manipulation d'images. Moi je ne crois pas que les manipulations de grande ampleur soient possibles. Ces images de Youtube sont réelles. A un moment, le camps pro-Assad disaient, je ne sais quoi, que ces vidéos de citoyens étaient tournées dans des décors au Qatar », tempère Christophe Ayad du *Monde*.

Patrick Baz, chef du service photographie de l'AFP, a établi des procédures pour s'assurer de la véracité des photos envoyés par les Syriens : « Lorsque les activistes sont entrés en contact avec nous, nous leur demandions d'être pointilleux sur leurs images. On leur demandait d'utiliser des « landmarks », quelque chose où l'on puisse deviner Alep, pour être sûr que c'est Alep, parce que ces gens-là on ne les connaissait pas. S'il y avait une manifestation dans un village, on leur demandait qu'il y ait un bâtiment qui montre que c'est vraiment le village. On étudiait la lumière, sur les sites touristiques pour être sûr que c'était vraiment dans la ville. Porte un panneau avec la date et l'heure avec un travelling. On étudiait les images pour savoir s'ils avaient été monté, c'était long ». L'ancien directeur de la photographie de l'AFP précise aussi s'appuyer sur les métadonnées de la photographie pour vérifier son authenticité. Les médias ont aussi recours à des logiciels spécialisés comme Tungstène, qui vérifient la concordance entre les métadonnées, les caractéristiques

[20] *Why it's getting harder to report on Syria,* Jared Malsin, Columbia Journalism review, New-York, 2014

de l'appareil photo et le contexte de prise de vue, en fonction de paramètres manuels.

b) Le cas de l'opération « César »

La journaliste indépendante Garance Le Caisne a publié le 7 octobre 2015 Opération César, au cœur de la machine de mort syrienne. L'enquête raconte les tortures perpétrées par les militaires du régime de Bachar Al-Assad dans les geôles proches du palais présidentielle ou à l'hôpital militaire de Mezzeh de Damas, proche du lycée français. Cette enquête menée de concert avec le soldat « César », photographe de l'armée loyaliste, qui a réussi à extraire 45 000 photographies, qui figurent comme autant de commencements de preuves des tortures contre des civils et des militaires par le régime de Bachar Al-Assad. Ces photographies ont été à l'origine de l'enquête française sur les tortures du régime de Bachar Al-Asssad, entre 2011 et 2013 pour « crimes contre l'humanité ». Pendant ces dix mois d'enquête, Garance Le Caisne précise que son attention était de travailler sur le long terme, grâce à la couverture médiatique du conflit syrien quasi-quotidien : « Le travail que j'ai mené permet de faire ce lien, de re- contextualiser ces exactions, à travers les histoires personnelles de ces témoins. Beaucoup plus que la rencontre avec César, c'est la chose dont je suis la plus contente ». Un autre reportage multimédia a documenté certains crimes du régime syrien, à l'instar de « Sur le front de Damas », publié en série par Le Monde à l'été 2013, écrit par Jean-Philippe Rémy. Le journaliste était accompagné par le photographe Laurent Van Der Stockt. Ils ont couvert l'usage d'armes chimiques en août 2013 dans la banlieue de Damas, débouchant sur un épisode médiatique et diplomatique important, sur la question du franchissement de la « ligne rouge » délimitée par Barack Obama.

Ces deux exemples de couverture peuvent soulever la question de la propension des médias à prendre le parti des victimes lors de certains conflits et témoignent aussi d'un manque de distanciation critique nécessaire à une information neutre. Selon Claude Moisy, « Les médias ont manifestement plus de mal à jouer leur rôle de témoin objectif dans la couverture des conflits de type humanitaire que dans celle des conflits de type stratégique. D'entrée de jeu, ce sont ceux qui, dans les premiers, ont pris parti pour les victimes contre les bourreaux au nom du droit et de la morale

». Pour Reem Fadel, journaliste syrienne de l'Orient News, la ligne éditoriale des médias français est binaire, comme elle l'avoue au *Monde* : « Les médias occidentaux ne parlent que de deux visions de la Syrie : l'une braquée sur le régime, l'autre sur le régime ».

Dans l'émission spéciale d'un *Œil sur la planète* sur la Syrie diffusée sur France 2, un des sujets est dédié à la rétrospective des évènements qui ont mené au conflit syrien. Dans toute l'émission, l'opération César n'est jamais mentionnée. Patrick Boitet, le rédacteur en chef de l'émission explique ainsi son choix : « Cette opération, en fonction de ce que vous en pensez, vous pouvez considérer, que c'est quelque chose de réel ou à prendre avec des grandes pincettes. Le rapport est ressorti au moment de l'intervention russe, ce rapport est là encore sulfureux. On y parle de 55 000 photos de 11 000 syriens. Le photographe qui aurait sorti les photos est anonyme, une partie de ses clichés ont été montrés par l'opposition syrienne deux ans auparavant. C'est comme l'affaire de Timisoara, où l'on pensait que c'était un charnier, alors que c'était des photos de cadavre de morgue. Lorsque l'on a connu ces cas-là, on prend des précautions. On a fait état des tortures du régime dans *Un Oeil*, sans rentrer dans le détail. Selon les sources, c'est une opération véritable ou commandée. Puisque le CNS avait fourni une première version en 2014. Le Caisne est une journaliste, je ne sais pas qui elle a vu, c'est étonnant, Solyjtsine fait l'archipel du goulag, il l'a payé. On aimerait voir le photographe. Ce pourrait être un héros de la rébellion syrienne. Pourquoi est-ce anonyme ? Est-ce une opération de propagande ? Il y a eu des critiques qu'on était pro-Bachar, on ne reprend pas les positions communément admises depuis 5 ans, on reprend le mouvement de l'armement des rebelles rapides, puis l'islamisation. Ce n'est pas populaire chez ceux qui disent que c'est une révolution démocratique ».

Suite à la diffusion de l'émission de nombreuses associations syriennes ont critiqué le programme. Patrick Boitet répond à ces accusations en évoquant les sources inédites qu'il a utilisé pour construire le « déroulé » de l'émission : « Depuis 5 ans, des gens nous serine une version, il y a des chercheurs qui appartiennent à des organismes partisans. Les critiques ne sont pas des gens neutres. L'association « Souria Houria » représentée par une journaliste franco-syrienne, Hala Kodmani, la soeur de Basma, qui représente les intérêts des USA. Ils sont partiaux et tiennent le haut du pavé. Ce

que l'on montre, cela démonte une partie de l'argumentation générale, comme la partie sur le gaz et le pétrole. L'émission est en à un million de vue. Même si Cédric Mas parle d'affabulation, Robert Kennedy Jr. a écrit un article de Politico, traduit sur Agoravox, qui reprend sur plusieurs pages les manipulations qui ont eu cours avant le déclenchement de la révolution de 2011 (l'auteur de ces billets nommé Taïké Eilée a également écrit plusieurs articles intitulés « Soral sur BFM TV : petite leçon de montage télévisé et Le 11-Septembre sur Arte : un complot américain « n'est pas inenvisageable », NDLR). A la question de la couverture du conflit syrien par la télévision du service public français, Hala Kodmani rétorque : « Le régime a un gout prononcé pour la télévision, ils ont des gens de la communication ici. France télévisions est tombé dedans ». Reporters sans frontières n'a pas choisi de définir « César » comme un journaliste, mais comme un « lanceur d'alerte », selon Alexandra El Khazan, responsable du Moyen-Orient de l'organisation.

2. Recouper ses sources, vérification et contextualisation

a) Les méthodes choisies pour recouper ses sources

Les journalistes de « desk » s'appuient sur les réseaux sociaux pour vérifier des chiffres. Thomas Van Linge, un étudiant néerlandais, s'attache depuis le début du conflit depuis sa chambre à recouper les informations qu'il collecte via des vidéos, des images, des tweets d'activistes et des contacts qu'il a noués via les réseaux à vérifier l'avancement des groupes sur les fronts. Ses cartes ont été reprises par le *New York Times*, notamment. *«* Grâce aux réseaux sociaux, on peut vérifier les chiffres », analyse Christophe Ayad du *Monde*. Thomas Pierret de l'université d'Edimbourg propose un exemple concret : « Par exemple, aujourd'hui c'est facile de vérifier un communiqué rebelle est vrai, tous les comptes Twitter de la rébellion se mettent en alerte pour dire que c'est un faux communiqué ».

« Le boulot de journaliste n'a pas changé, ce sont les sources qui ont changé. Les activistes mettent en avant leur communication. Nous devons croiser les sources, voir si elles sont crédibles ou pas. J'ai travaillé sur l'intox, ça fait partie du boulot. En particulier du mien, puisque je travaille sur les djihadistes. Le travail d'écriture aussi

est une plus-value importante par rapport aux informations brutes que l'on reçoit », assure Wassim Nassr de *France 24*.

Hala Kodmani de *Libération* insiste, elle, sur l'importance du réseau des Syriens exilés en France ou en Europe, qui ont des contacts avec leurs proches sur le terrain.

b) La contextualisation des sources

Bassam Al-Ahmad, l'ancien porte-parole du Violation Documentation Center (VDC), formé à l'université de Syracuse, dans l'Etat de New York, a créé il y a quelques mois l'organisation « Step to work justice to Syria », financée en partie par les fonds de l'Euromed. Encore embryonnaire, l'organisation jette un nouvel éclairage sur les besoins des rédactions françaises, privées du terrain. En effet, l'observatoire veut se singulariser par une méthodologie encore plus transparente que celle du VDC, avec huit cellules chacune en charge d'une étape de la vérification des sources : « Les trois premières vérifient les faits dans leur description, la seconde donne le contexte et les ressources pour voir si l'information est crédible ou non. Ensuite, la quatrième cellule estime si les sources sont « justes » pour établir le degré de crédibilité de l'information. La cinquième étudie qui est « responsable » du préjudice. La sixième cellule s'occupe de vérifier les documents « physiques » : vidéos, photos. Enfin, deux cellules s'intéressent uniquement aux témoignages récoltés sur le terrain ».

Enfin, la finalité de cette nouvelle organisation rejette l'idée de créer une nouvelle agence de presse citoyenne : « Nous ne sommes pas une agence de presse, nous voulons fournir des informations sûres pour les médias et les ONG, pour trouver tous les détails dont ils ont besoin ».

Comme un média traditionnel, l'organisation de Bassam Al-Ahmad vise à trouver son public et son audience. Il vise à garder la spécialité des témoignages de prisonniers, chère au VDC, mais aussi à faire la part belle aux « histoires de vie ». Le site sera découpé par ailleurs en rubriques similaires à une revue en ligne : « news », « topics », « characters », « campagnes ».

Conclusion

« Tout le monde est à la fois citoyen et journaliste, partisan et reporter » explique Elizabeth Dickinson de la Columbia University dans son analyse da la couverture médiatique du conflit syrien. Au cœur du conflit syrien, l'expansion rapide des réseaux sociaux, le volume des informations partagées entraîne une masse d'informations abondante disponible sur les réseaux. Les acteurs médiatiques sont les mêmes que les forces au combat : « La fin de la guerre militaire ne sera possible que si la guerre de l'information prend fin »[21].

Les médias syriens, qui se revendiquent pour une partie d'entre eux comme des organisations non gouvernementales liées aux droits de l'Homme, peuvent être ouvertement militantes comme l'ANAPRESS ou implicitement militantes, comme l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH). L'OSDH appartient au mouvement des diffuseurs syriens d'information délocalisés à l'extérieur du pays pour des raisons de sécurité, comme le SNHR. Si les médias syriens sont souvent la cible de critiques, allant du parti pris à la connivence, ils nourrissent les médias français de leurs rapports et de leurs bilans.

La plupart des journalistes français utilisent les réseaux sociaux comme « première alerte », ils analysent ensuite les rapports des médias syriens, comme « synthèse » de toutes les informations accessibles sur le Web. Pour vérifier l'information, les journalistes occidentaux utilisent les preuves par l'image (vidéo, photo) qui confortent un chiffre ou mieux, les contacts sur le terrain qu'ils possèdent. Ils varient donc les sources au cas par cas. A travers les entretiens, on remarque qu'il n'y a pas de méthode stricte de vérification et c'est l'expérience personnelle du journaliste français qui lui permet de mesurer quelle source utiliser.

Les journalistes français ont façonné de nouvelles méthodes pour « donner à voir » un conflit « hors les murs ». En l'absence de terrain, les pratiques de l'information et de

[21] *Syria's media war,* Elizabeth Dickinson, CJR, 24 novembre 2015.

sa construction journalistique reviennent aux fondements : des faits et de la vérification.

Le renouvellement du paysage médiatique syrien est aussi façonné par les rédactions françaises. La formation d'activistes et de journalistes syriens a permis de remplir un vide, celui des sources fiables présentes sur le terrain. Former des journalistes locaux pour combler le manque de journalistes français sur le terrain, a, en réalité, toujours existé, explique Patrick Baz : « Au Yémen, c'est exactement la même chose, en Libye aussi. J'ai formé des photojournalistes palestiniens alors qu'il n'y avait personne non plus. A l'époque de Saddam, il y avait de quatre photographes ». La difficulté à couvrir le conflit syrien réside alors dans la multiplicité des sources partisanes : « Ce qui est nouveau c'est que les réseaux sociaux en parlent, alors c'est un sujet à la mode », achève Patrick Baz.

Dans un pays où l'information est muselée depuis les années 70, le conflit syrien a vu émergé des journalistes professionnels syriens. Le travail de collecte des archives provenant du terrain ainsi que le contenu des articles consacrés au conflit syrien dans les médias permettront à terme de prendre davantage de recul sur les responsabilités de chacun et du nombre élevé de civils tués pendant le conflit. Une solution politique à Genève permettrait aux journalistes occidentaux de couvrir les élections libres prévues par l'ONU.

Annexes

Ces treize entretiens semi-directifs ont été menés entre novembre 2015 et mai 2016. Les personnes interrogées sont de quatre types : les grands reporters français, les chefs de bureaux de médias français, les universitaires et un porte-parole d'une organisation syrienne de médias.

Pour les journalistes, il s'agissait d'interroger avant tout sur les sources sur le terrain et depuis le « desk ». Dans le cas des correspondants ou des envoyés spéciaux, il fallait comprendre ce qui changeait dans ce réseau de sources et les difficultés à récolter l'information sur le terrain. Pour les chefs de service, j'ai axé mes questions sur le filtre effectué par la hiérarchie sur les informations et les sources des journalistes. Pour les universitaires, les questions étaient d'avantage axées sur l'évolution historique du traitement médiatique du conflit syrien et des médias syriens depuis l'arrivée de Bachar Al-Assad au pouvoir. Enfin, pour l'entretien du porte-parole de l'organisation de médias syrien, le point d'orgue de l'entretien a été mis sur la méthodologie utilisée par le centre pour récolter l'information sur le terrain.

I. Entretien par email avec Sammy Ketz, chef du bureau de l'AFP à Beyrouth, au Liban, le 6 novembre 2015

1) Quel usage faites-vous exactement de Twitter pour couvrir le conflit syrien ?
Nous en servons comme alerte, sauf si le compte reconnu d'une organisation ou d'une personne et dans ce cas-là nous citons : « a déclaré cette organisation sur son compte twitter ».

2) Quels comptes en particulier vous servent de sources ?
L'OSDH, ceux de militants, de djihadistes et d'autres organisations ou internationales impliqués dans le conflit.

3) Suivez-vous des « experts » n'étant jamais allés sur le terrain comme le hollandais Thomas van Linge ou le chercheur Romain Caillet ?
Nous suivons Romain Caillet, car s'il n'a pas été en Syrie, il a suivi de près les organisations djihadistes

4) J'ai aussi beaucoup lu sur l'Observatoire syrien des droits de l'homme : c'est une source très controversée, vous continuez à l'utiliser. Pourquoi ?
Controversé par qui ? Nous avons suivi depuis le début de la révolution tous les organisations et nous nous sommes aperçu que l'OSDH était la plus sérieuse et la mieux informée et d'ailleurs beaucoup de journaux qui critiquaient l'OSDH aujourd'hui la citent.

5) Comment recoupez-vous vos informations avec la propagande du régime de Bachar Al Assad, des rebelles et de l'Etat Islamique ?
En multipliant les sources d'information sur le terrain.

II. Entretien par téléphone le 21 décembre 2015 avec Christophe Ayad, directeur en chef du service International du Monde

1) *Comment vérifiez-vous les sources qu'utilise Benjamin Barthe, le correspondant du Monde à Beyrouth ?*

J'ai confiance dans les sources de Benjamin Barthe. Le Monde.fr utilise plus de dépêches que le service « print ». Or, dans les dépêches, les journalistes utilisent l'AFP, qui cite principalement l'OSDH. Les bilans varient peu entre les sources finalement. Par exemple, pour les bombardements à Dauma en septembre dernier, il y a eu une centaine de morts, ce que toutes les agences syriennes ont confirmé.

2) Quelles sources utilisez-vous en dehors de l'OSDH ?
Je ne reprends pas les bilans sur les djihadistes de l'OSDH. Nous choisissons en fonction de la zone. Pour les bombardements à Raqqa, le fief de l'Etat Islamique, j'utilise d'avantage le site d'un citoyen journaliste « Raqqa is being slaughtered silently ».

3) Comment appréciez-vous ces bilans chiffrés données par les différentes organisations ?
Cela correspond pour moi à la nécessité des médias occidentaux de chiffrer. Les bilans différents de 10 ou 20 000, selon le rapport et entre l'OSDH et l'ONU, c'est donc

assez fiable. Par exemple, les militaires français aussi nous ont donné des chiffres. Pour un bombardement, on a, par exemple, ⅓ de morts appartenant aux troupes de Bachar, ⅓ de djihadistes et ⅓ de civils. Ils ont eu ces chiffres avec le bilan de l'OSDH et les informations des renseignements. C'est une sorte de doigt mouillé entre les bilans pour se faire une idée.

4) Comment le conflit syrien s'inscrit-il dans l'écriture de l'information en temps de guerre ?
Contrairement à l'Irak, où les agences de presse professionnelles entraient en concurrence en travaillant sur le terrain, avec l'occupation américaine, le problème en Syrie, c'est qu'il n'y a pas de média indépendant. Lorsque dans une guerre, j'ai AP, Reuters et l'AFP qui travaillent en concurrence, j'ai confiance dans les informations que je reçois, là non. Mais je ne crois pas qu'à la fin de la guerre en Syrie on découvrira un vaste canular. C'était le même problème en Bosnie et surtout, en Algérie, où l'on avait accès qu'à des informations partiales.

5) A quoi servent les réseaux sociaux et le citoyen journaliste dans un tel contexte ?
Grâce aux réseaux sociaux, on peut vérifier les chiffres. Depuis le début du conflit, il y a eu peu de manipulation d'images. Moi je ne crois pas que les manipulations de grande ampleur soient possibles. Ces images de Youtube sont réelles. A un moment, le camps pro-Assad disaient, je ne sais quoi, que ces vidéos de citoyens étaient tournées dans des décors au Qatar. Je ne pense pas pour autant que le réseau de l'homme de l'OSDH soit aussi dense qu'il ne le prétend. Il a des informateurs dans chaque ville mais pas forcément plusieurs.

III. Entretien téléphonique du 22 décembre 2015 avec Benjamin Barthe, le correspondant du Monde à Beyrouth, Liban

1)Dans le portrait du fondateur de l'OSDH publié dans le Monde en 2013, vous écriviez que « l'OSDH est depuis peu financé par Bruxelles », quelles sont vos sources ?
Je ne sais plus. Ossama Suleiman me l'avait dit. Il reçoit des coups de téléphone en permanence, en anglais et en arabe. Il rentre ensuite les informations sur son site. On ne sait pas si tous ces indicateurs sont rémunérés.

2) Quelles autres sources utilisez-vous pour obtenir des informations ?
En 2011, on pensait que le conflit serait court. Des agences locales se sont crées pour couvrir la guerre. Au début, au Monde, on faisait des kilomètres de papier dès qu'il y avait un bombardement. Maintenant on fait moins de compte rendus des avancées et des reculs du conflit, que des analyses plus poussées des enjeux et des protagonistes. L'état de guerre est devenu presque permanent. L'important maintenant ce sont les petits actes. Au début, on était plus dans le calcul du nombre de nombre. L'important à présent ce sont les comptes rendus de terrain. J'utilise l'OSDH mais aussi VDC.

3) Pourquoi l'OSDH conserve-t-elle l'avantage parmi toutes les autres sources, notamment les agences de presse internationales ?
Pourquoi l'OSDH garde l'exclusivité des agences ? Peut-être est-ce aussi de la paresse. Il y a d'un côté la coalition nationale syrienne, composée plutôt d'islamistes modérés, soutenu par les Etats-Unis, la France… Ce groupe est contre la militarisation. De l'autre, il y a le comité des gens de gauche, financés les monarchies et Moscou pour les combattants de l'intérieur. Lors de la réunion à Riyad en décembre

2015, les deux partis étaient présents pour discuter l'accord. L'OSDH s'oppose au CNDS. Mais en même temps, l'OSDH n'est pas vendu au régime, n'est pas non plus favorable à la militarisation sur le terrain des puissances étrangères, elle s'oppose clairement aux djihadistes. Ce qui est un calcul pas totalement débile. Cet observatoire correspond à un compromis parmi des dizaines de sources de partis pris différents. Les agences de presse internationales doivent être rapides. Il n'y a pas de source miracle pour cette affaire. La Syrie est un enfer, ça dépasse l'entendement journalistique. C'est difficile d'accéder au terrain, côté Damas, comme côté rebelles. C'est vraiment un défi journalistique. Il y a trente ans, les journalistes faisaient partis du décor dans la guerre civile, comme au Liban. Aujourd'hui, on nous rejette ou on nous prend pour cible. Alors, on est réduits à des bouts de ficelles, pour rendre compte d'une histoire. Utiliser ces agences d'info locales, ce n'est pas la panacée, on fait avec des bouts de ficelle. On va à Gaziantep, la base de repli des médias syriens, pour se rapprocher des sources et du terrain. Mais les sources sont souvent tuées par l'Etat Islamique avant d'atteindre cette zone. On fait un gros travail de recherches de sources, jusqu'à ce qu'elles se tarissent et on renouvelle ces contacts sans cesse.

3) Utilisez-vous des sources de journalisme citoyen agrégé notamment par l'agence de presse citoyenne ANAPRESS ?
Il n'y a pas de sources premières. Le paysage est tellement éclaté. Rami protège aussi ses sources. Je l'ai rencontré, je n'ai pas eu un très bon contact. Ce n'est pas un intellectuel, mais il a son réseau, il a fait ça pour créer sa boîte. Chaque ville a plusieurs sources. C'est rare pour d'avoir un bilan national par une organisation. Rami est plus un thermomètre. C'est comme l'OSDH avec ses compte-rendus, qui sont une matière première, ce n'est pas possible de construire un récit journalistique avec ces rapports seuls. Il faut aller sur le terrain.

IV. Entretien par téléphone le 18 janvier 2016 avec Alvaro Canovas, photoreporter pour Paris Match.

1. *Comment faites-vous pour travailler du côté des rebelles puis du gouvernement ?*

Il est difficile de travailler du côté des rebelles maintenant, plus que du côté kurde en tout cas, mais ça me semble moins intéressant. Ou seulement si les Kurdes prennent Mossoul., pour l'instant c'est une guerre de position, ce n'est pas très visuel pour un photographe. Je préfère ne pas trop donner ma cuisine interne. Je suis amené à retourner du côté du régime, je ne préfère pas trop parler d'une enquête en cours.

2) Vous utilisez votre propre « fixeur » ?
Oui on utilise un fixeur. Ça dépend des fois, ça peut être un voyou, un ancien journaliste, un mec du ministère de l'information. Du côté gouvernemental, le guide est nommé par le ministère de l'information.

3) Dans ce cas-là, il n'y pas de censure ou d'auto-censure ?
Eux ne nous censurent pas. Il n'y pas d'interdiction, je photographie ce que je veux. Evidemment, je ne vais pas faire des photos des barrages ou d'autres endroits stratégiques. Et j'ai quand même envie d'y retourner, mais ça ne m'apporterait rien de faire ces photos de toute façon. J'y vais sans naïveté. Vous savez on dit que le bouquin sur l'opération César est faux, celui de Garance Lequenne, selon l'ONU, je crois. J'ai voulu le mettre dans la sacoche de mon collègue pour lui faire passer les douanes

avec ça, pour lui faire une blague. Bon, je ne l'ai pas fait finalement. Je sais qu'il est difficile de connaître la vérité.
J'avais été blacklisté par Damas du fait de mon reportage sur les rebelles, j'ai été bloqué à la douane lorsque j'ai voulu revenir pour un autre reportage. Et puis, il y a eu un ordre de laisser passer, un ordre très haut placé, probablement au-dessus du Ministère de l'Information. Bref, tout cela dépend de s'ils sont satisfait du reportage précédent.
Je préfère travailler aux côtés des missiles gouvernementaux plutôt que du côté des obus que reçoivent les rebelles. Côté rebelle, l'accueil est plus ouvert, moins besoin d'autorisation, mais plus dangereux. C'est plus facile de bosser du côté de celui qui lance les obus.

4) Quelles sources vous utilisez avant de partir sur le terrain en Syrie ?
Radio, BBC, médias presse écrite français, Arte. Je suis principalement l'évolution militaire sur le terrain. L'OSDH est anti-gouvernemental, donc c'est un parti pris, mais je ne suis pas là à me méfier, je lis toutes les parties. Je lis aussi les confrères sur les réseaux sociaux, ceux qui travaillent encore dans le Nord de la Syrie. A Raqqa, ça ne peut plus être l'objet d'un reportage. La politique du groupe Paris Match est de ne plus envoyer de reporter là bas. Je n'ai pas non plus envie d'être enlevé par l'Etat Islamique. Je ne peux donc plus aller à Alep, où je suis allée deux fois (en mai 2012 ou 2013 la deuxième fois). J'ai aussi travaillé une fois à Damas et une fois à Homs, c'est pas facile de faire les deux côtés.

V. Entretien par téléphone avec Wassim Nasr, journaliste à France 24, le lundi 25 janvier 2016

1) *Quelles sources utilisez-vous pour travailler sur la Syrie ?*

Ça dépend. D'abord je connais des activistes sur place, certains ont rejoint des factions islamistes en Syrie et en Irak.

2) Quels contacts utilisez-vous ?
J'utilise parfois les informations des agences, mais plus souvent des contacts personnels. On préfère éviter les opérations de communications d'un côté comme de l'autre. J'ai des contacts sur place, on les utilise pendant les grosses batailles comme celle d'Idlib en janvier, qui confirment les infos des agences de presse citoyennes. J'utilise vraiment les contacts que j'ai sur place. Pas besoin de thomas Van Lingen.

3) Vous utilisez les informations fournies par l'OSDH ?
Je ne l'utilise jamais. Le fondateur s'est trompé pas mal de fois, critiqué par pas mal de gens qui connaissent leur sujet. Par exemple, le fondateur de l'Oeil de la Syrie, qui est décédé maintenant, avait fait un long papier pour critiquer cette agence.

4) Comment avez-vous eu les contacts sur place ?
Via les réseaux sociaux. Puis ça évolue. Je les ai rencontrés en Turquie lors de mon dernier déplacement. Même s'ils changent de groupe d'activiste, je les suis individuellement, on lie une relation. Si la personne n'est pas sur place ce qu'elle dit, ça peut mettre la puce à l'oreille, mais ce n'est pas la source d'information principale que je vais utiliser.

5) Vous considérez que le data-journalisme est une aide pour votre travail ?

Le boulot de journaliste n'a pas changé, ce sont les sources qui ont changé. Les activistes mettent en avant leur communication. Nous devons croiser les sources, voir si elles sont crédibles ou pas. J'ai travaillé sur l'intox, ca fait partie du boulot. En particulier du mien, puisque je travaille sur les djihadistes. Le travail d'écriture aussi est une plus-value importante par rapport aux informations brutes que l'on reçoit.

6) Vous utilisez un « fixeur » ?
Ça dépend. Lorsque je connais l'endroit où je vais, non. Je suis arabophone, je peux me débrouiller. En Turquie non pas de terrain, juste rencontrer mes contacts. Je n'ai pas fait de terrain ni en Syrie ni en Irak.

7) Est-ce que vous considérez que votre travail est différent par rapport à celui d'un correspondant, d'un quotidien de presse écrite ?
Je ne travaille que sur les djihadistes, les sources sont particulières. Je suis très suspicieux vis à vis des communications officielles. Je suis contre l'idée de servir ces communications avec mes papiers. D'autres n'ont plus le temps de le faire, de vérifier, de recouper.

Nous journalistes nous sommes tenus par une déontologie. Thomas Van Linge, non. Moi si je dis une connerie c'est relayé par France 24 en arabe, français et anglais. Je vais utiliser « l'American Institute of war ». J'ai de la chance car je parle arabe.

VI. Entretien téléphonique avec François d'Alançon, journaliste à La Croix, le 9 février

1. Quelles sources utilisez-vous pour couvrir le conflit syrien ?
Les villes de Damas et Homs sont contrôlées par le gouvernement. Alors, j'utilise les sources ouvertes sur internet. Je suis les spécialistes qui travaillent en permanence sur la Syrie, comme Aarond Lund, Joshua Landis. Il faut suivre leurs tweets, leurs blogs. Il y a quelques français aussi.
Il y a les sources sur le terrain : « Raqqa is being slaughtered », OSDH, agences de presse. Publications de la région et la presse arabe et libanaise.
Il y a les rencontres directes. J'ai toujours fait un stop à l'aller et au retour à Beyrouth.
Il y a un diplomate de l'UE qui fait régulièrement les allers-retours **Aniss Makrour.**

2. Comment procédiez-vous lorsque vous vous rendiez sur place ?
J'avais un syrien interprète un ancien guide culturel, il a eu des ennuis. Je ne sais pas s'il est encore là-bas. J'ai des contacts sur place. Je ne peux pas les citer c'est dangereux pour eux, surtout à Damas. En dehors des sources gouvernementales, proches ou à l'intérieur du régime. Il y a aussi des diplomates de l'ONU. J'ai utilisé des sources du CICR aussi, entre autres. Il y a des organisations plus humanitaires, des représentants de certains membres des universitaires. A présent, il difficile d'obtenir un visa pour Damas.

3. Comment utilisez-vous les réseaux sociaux ?
Les gens que je suis sur Twitter, suivent la production et ont des informations qui proviennent directement du terrain. Ces sources permettent d'orienter mes recherches avant de me lancer.

4. Quel intérêt portez-vous aux données fournies par l'OSDH ?

Pour l'Osdh, il faut recouper. Les histoires de chiffre, c'est compliqué de recouper ; c'est sujet à caution. Il faut regarder les médias russes aussi qui ont des correspondants sur place, Russia Today.

VII. Entretien téléphonique avec Didier Leroy, de l'académie royale militaire de Belgique, le 10 février 2016

Quelle a été l'évolution de l'utilisation de l'OSDH par les médias occidentaux à vos yeux ?
Au début de la crise syrienne, l'OSDH était la principale source d'information. Puis, il y a eu un grand débat, sur les liens supposés de l'Observatoire avec les Frères Musulmans syriens. Je n'ai pas vérifié, je me suis contenté de suivre l'affaire via les médias francophones. C'est un observatoire orienté politiquement, qui allait de pair avec le positionnement de la France et la Grande-Bretagne pour diaboliser le régime d'Al Assad. Le camp en position de force c'est la Russie. Le réchauffement des relations avec l'Iran est à prendre en compte. Il y a moins de convergence entre le gouvernement français et l'OSDH, dont l'agenda n'a pas du beaucoup changé. Billet pro-sunnite de l'OSDH.

VIII. Entretien téléphonique avec Thomas Pierret, professeur spécialisé sur la Syrie, à l'université d'Edimbourg, Ecosse, le 17 février 2016

1. Pourquoi les médias n'utilisent que l'OSDH ?
Ce n'est pas vrai dire que les médias n'utilisent que l'OSDH, ils l'utilisent comme une agence de presse. Il y a un tas d'autres sources, certains journalistes y allaient, d'autres ont encore des contacts sur place ou à la frontière. C'est d'ordre pratique l'OSDH fournit tous les jours des rapports, des bilans, des chiffres. Fonctionne comme une agence de presse spécialisée sur la question. Les articles des médias européens plus fouillés ont plusieurs sources. L'avantage existait est que l'OSDH existait avant 2011, ils avaient déjà un minimum de structure pour diffuser les informations.

2. Quels sont les problèmes posés par l'OSDH ?
Depuis 5 ans, l'agence pose certains problèmes, mais ce ne sont pas ceux généralement soulevés dans les articles qui lui sont consacrés. Avant 2011, la source était regardée avec méfiance dans l'opposition syrienne, soupçonné d'avoir des liens avec des gens proches du régime. Il y avait une méfiance extrême en raison du système politique. Les gouvernements s''imaginaient que c'était une branche des Frères musulmans avant 2011. Les Frères n'avaient pas de lien avec le régime. Quand le soulèvement a commencé, dans les premiers mois, il y avait de gros problèmes d'accès à l'information, pas de médias dignes de ce nom, grâce à un siècle de dictature. Les réseaux médiatiques se construisent en mars 2011, grâce à des médias étrangers. Peu de journalistes étrangers entrent, ou seulement avec l'accord du régime, où l'on vous promène. L'OSDH est une source populaire car il n'a rien d'autre. Après avec la professionnalisation des médias syriens, avec le soutien d'Al Jazeera, entre autres, qui paie des gens pour faire des vidéos, avec des vidéos HD avec une vraie structure de reportage. Ce ne sont plus des vidéos amateurs que produisent les civils ou les militants syriens. L'OSDH fournit de l'info où il y a un vide. A l'origine, c'est une des rares sources dispo dans les premiers mois. C'est d'ailleurs l'argument des pro-régimes. Il donne des bilans pendant les manifestations, alors que le régime dit qu'il ne se passe rien. Dès la dynamique de militarisation, dans les derniers mois de

2011, critique de l'opposition qui estime que la couverture médiatique de l'OSDH n'est pas suffisamment en phase avec leur vue de l'opposition. L'OSDH appartient à la branche de l'opposition qui n'a jamais été favorable à la lutte armée, plus réformiste que d'autres. Rami Abderrhame est de confession alaouite, c'est assez typique des opposants alaouites, il y en a toujours eu, ils sont dans une opposition inconfortable, veulent la démocratie, la fin du régime, terrifiés à l'idée que les islamistes sunnites prennent leur revanche contre les alaouites. Très pro-laïques. Enthousiastes au soulèvement de 2011, à la tunisienne qui mène à une transition. Dès que ça verse en guerre civile, avec la militarisation avec des débordements, ils sont opposés.
L'OSDH a beaucoup contribué à mettre en avant que le front al nusra constitue l'ensemble de l'opposition : ils disent "le front al nusra et ses alliés". Formule typique de l'opposition tiède.
Lié à la confession de Rami et de son réseau : info meilleur du côté loyaliste que du côté opposition. Je ne vois pas comment l'armée peut perdre plus de gens que les rebelles ou les civils.
L'OSDH donne des chiffres ridicules aux combattants étrangers morts en Syrie, même chiffre que le nombre d'étrangers en Syrie. C'est une donnée étrange.

2. Quelles sources devraient utiliser les journalistes, dans l'idéal ?
Ce n'est pas possible de travailler dans des conditions normales, pas possible de faire un reportage sur place, les journalistes font avec des moyens de contournement divers. Le mieux c'est de combiner les sources. Ils peuvent faire des ITW dans les pays frontaliers. Ils peuvent utiliser les réseaux sociaux, pour étudier des groupes des deux côtés. Le pays est fermé depuis 2 ans totalement aux journalistes. C'est un conflit transparent, qui donne accès à une multitude de points de vue. Tout le monde sur ce grand champ de bataille donne des informations, filme, publie des communiqués, le moindre commandant rebelle a son compte twitter. Il faut la critiquer, certes. Ce ne sont pas des sources plus problématiques que d'autres. Si vous avez accès aux territoires rebelles, vous avez une vision tunnel, vous n'aurez pas cette vision panoptique que permettent les réseaux sociaux. Par exemple, aujourd'hui c'est facile de vérifier un communiqué rebelle est vrai, tous les comptes twitter de la rebellion se mettent en alerte pour dire que c'est un faux communiqué. La comparaison avec la guerre d'Algérie n'a pas de sens. Certains civils ont des téléphones satellitaires. Facteur générationnelle, les journalistes vieux estiment que la seule ressource c'est d'aller à Damas, côté régime. Comme Patrick Cockburn qui fait sa petite ballade tri-mensuelle à Damas et pense qu'il a tout compris. Il y a des campagnes de contestation dans les campagnes alaouites "Où sont-ils" dans la base de Tabpa, déjà massacrée par l'EI depuis le 24 août 2015. (Thomas Pierret fait référence à la campagne sur les réseaux sociaux : « Où sont-ils ? », lancée par Moudar Hassan Khaddour, un activiste pro-Assad. Il demande en fait au régime syrien de faire la lumière sur la mort de centaines de soldats loyalistes. L'avocat issu de la communauté alaouite a été arrêté le 29 août 2014 à Damas par les services secrets de l'armée de l'air syrienne. Ces derniers lui auraient tendu un piège : ils l'auraient convoqué en lui promettant de fournir des informations sur les soldats disparus pour les transmettre à leurs parents. L'activiste avait notamment laissé entendre que la base stratégique de Tabqa avait été abandonnée par le régime. Quatre autres partisans alaouites du régime ont ainsi été arrêtés après avoir critiqué le pouvoir et tenté d'organiser des manifestations pour réclamer la démission du ministre de la Défense. Trois d'entre eux ont été arrêtés à Lattaquié et un à Tartous, deux fiefs du président Assad situés dans l'ouest de la Syrie. Douraid al-Assad, le propre cousin du président syrien, a lui aussi publiquement

critiqué sur Facebook la perte de la base de Tabqa. "Je demande la démission du ministre de la Défense, du chef d'État-major, du commandant des forces aériennes, du ministre de l'Information et de quiconque est responsable de la chute de l'aéroport militaire de Tabqa et porte la responsabilité de la capture et de l'assassinat de centaines de soldats de l'armée arabe syrienne", a écrit le fils de Rifaat al-Assad, frère cadet de l'ancien président syrien Hafez al-Assad (1930-2000), banni par le régime et qui vit désormais en exil. Analyse publiée par Marc Daou sur le site de France 24, en septembre 2014). Des choses qui auraient été inaudibles il y 30 ans. Trou noir sur l'information lors de la précédente guerre civile il y a 30 ans, où les villages près d'Idlib où les insurgés étaient bien implantés, alors que c'était décrit comme une insurrection urbaine.

VIII. Yazan Badran, chercheur syrien à l'université flamande de Bruxelles (UVB), le 11 mars 2016.

1. *Pourquoi l'OSDH est tant utilisé ?*

Ils ont des informateurs auprès du régime, auprès des médias occidentaux. C'est aussi parce que c'est basé à Londres, il y a un lien géographique entre les journalistes et l'observatoire. Cela semble plus fiable car c'est basé dans un pays occidental.

2. Quelles sources utilisez-vous pour vos recherches ?
Les journalistes basés en Turquie et ceux du réseau en Turquie.

IX. Entretien avec Patrick Boitet au téléphone, rédacteur en chef d'Un Oeil sur la planète, le 1er mars 2016 à 11h30.

1. Comment a travaillé Yacine Benrabia ?
C'est un freelance qui a fait un film. J'ai été contacté par Farouk Atig qui est venu me voir avec des rushs. Deux journalistes algériens venant avec des rushs de Syrie qu'ils venaient de tourner en immersion. Je n'avais pas d'émission dans l'immédiat disponible. C'est la règle qui s'applique, j'attends d'avoir un espace pour les diffuser. Ils ont fait un film avec Spicee, en sélection au FIPA. Repris par BFM. Lorsque j'ai lancé l'émission sur la Syrie, c'est tellement d'avoir des documents qui proviennent du terrain, je me suis dit que ce qui était passé sur Spicee et BFM le week-end n'avait pas été vu par le plus grand nombre, nous avons racheté des rushs.

2. Pourquoi ne jamais employer le mot « source » ?
Dans 99% de la production mondiale vous n'entendrez pas le mot « source ». Quand il y a des documents, ils sont sourcés à l'image, par leur indication, ce qui est le cas dans la rétro, par les sigles. Dans le générique, il y a les sources. Ce n'est pas pour masquer. On n'est pas sur le web, où on met les sources en bas de page. Comme le temps est court, si on commence à dire à chaque fois qu'elle est la source, c'est une perte de temps.

3*. Quid de l'OSDH ?*
L'office syrien des droits de l'homme, est intéressant. J'avais prévu un dégagement spécial sur l'OSDH. La grande majorité des médias occidentaux se réfèrent aux communiqués de l'OSDH, vu la difficulté d'enquêter sur le terrain. Cette source quasi unique est à prendre avec des pincettes. Il y a des questions sur son financement. Ce qu'un Mélenchon ne se prive pas de dire (ndlr à propos de l'implication russe en Syrie,

dans l'émission On est pas couché du 20 février 2016 à 4"27 : *"tout le monde s'applique à raconter des salades pour les faire passer dans son camps*"). Ce n'est donc pas pour moi la référence, c'est le problème, c'est une source unique, que certains trouvent trop près de la rébellion, d'autres accusent de favoriser Assad. La question de la crédibilité des sources est importante mais vu le risque d'enlèvement si on envoie les journalistes sur place, on est obligé de s'en contenter. Mais on remet en cause les infos qui remontent de ces sources.

Manque de temps pour faire un dégagement sur l'OSDH. Il est difficile à contacter, même s'il évite les médias. La rétro fait 30 minutes seulement, il manque plein de choses. Je ne crois pas que le bureau de Londres ait fait ce sujet. Importance de ces informations pour prendre du recul.

4. *Dans la rétrospective de Frédéric Crotta, il n'y a pas de chiffre, pas de bilan chiffré de la guerre, pourquoi ce choix ? Dans la présentation du début de Sama Soula, il y a un court bilan, d'estimation du nombre de morts, de déplacés ou de disparu ?*
Lorsque ces chiffres sont repris par l'AFP, c'est communément admis qu'ils sont valables. Il y a plusieurs sources. D'autres minorent ces chiffres. Le travail c'est d'arriver à présenter quelque chose de clair. Dans la rétro, on parle du massacre d'Hama, on dit des milliers, car en fonction, des personnes qui ont travaillé sur le coup, ont commencé à dire 20 000, d'autres 30 000, puis d'autres travaux plus tardifs ont relativisé tout ça. « Souria Houria » pour Hama donne certains chiffres, Nora Ben Kouriche donne des chiffres inférieurs. Ce n'est pas la même chose d'arbitrer entre ces chiffres, c'est etre dans deux camps différents. Comme je n'ai pas le temps, pas l'envie de raconter n'importe quoi, on emploie une formulation prudente, qui satisfait ou non. Comme dans les manifestations, où l'on prend les chiffres de la police et les manifestants. Comme le conflit israélien-palestinien, les termes choisis définissent son parti, si l'on utilise mur ou clôture.

5.D'où provient la carte de la rébellion que montre Sama Soulah à Adeline Chenon-Ramlat ?
Ce document a été trouvé sur Twitter, posté par Thomas Van Linge, repris par un site. Ce n'est qu'une représentation partielle de la rébellion, le travail graphique était suffisamment parlant, même si partiel. A minima, car selon les sources, il doit y avoir une centaine de factions sur les 1000 existantes. Une photo vaut mieux qu'un long discours. Visualiser l'embrouillamini de la rébellion. (ndlr : la carte provient du site The Saker.is , un site basé en Floride, qui dit utiliser *Russia Today* et *Sputnik news* comme source d'information)

6.Dans le sujet de Frédéric Crotta, pourquoi ne pas évoquer l'opération César (et le livre de Garance Le Caisne) ?
Cette opération, en fonction de ce que vous en pensez-vous pouvez considérer, que c'est quelque chose de réel ou à prendre avec des grandes pincettes. Le rapport est ressorti au moment de l'intervention russe, ce rapport est là encore sulfureux où l'on parle de 55 000 photos de 11 000 Syriens. Le photographe qui aurait sorti les photos est anonyme, une partie de ses clichés ont été montrés par l'opposition syrienne deux ans auparavant. C'est comme l'affaire de Timisoara, où l'on pensait que c'était un charnier, alors que c'était des photos de cadavre de morgue. Lorsque l'on a connu ces cas-là, on prend des précautions. On a fait état des tortures du régime dans *Un Oeil*, sans rentrer dans le détail. Selon les sources, c'est une opération véritable ou

commandée. Puisque le CNS avait fourni une première version en 2014. Le Caisne est une journaliste, je ne sais pas qui elle a vu, c'est étonnant, Solyjtsine fait l'archipel du goulag, il l'a payé. On aimerait voir le photographe. Ce pourrait être un héros de la rébellion syrienne. Pourquoi est-ce anonyme ? Est-ce une opération de propagande ? Il y a eu des critiques qu'on était pro-Bachar, on ne reprend pas les positions communément admises depuis 5 ans, on reprend le mouvement de l'armement des rebelles rapides, puis l'islamisation. Ce n'est pas populaire chez ceux qui disent que c'est une révolution démocratique.

7. Comment percevez-vous les critiques récentes de l'émission ?
J'ai déjà vécu les critiques en 2011 avec l'émission "Un Etat palestinien encore possible ?". Il y avait eu une campagne massive de la part du CRIF pour critiquer l'émission. Le CSA a conclu que l'émission était non empêchée « d'objectivité ». Depuis 5 ans, des gens nous serine une version, il y a des chercheurs qui appartiennent à des organismes partisans. Les critiques ne sont pas des gens neutres. L'association « Souria Houria » par une journaliste franco-syrienne, par Hala Kodmani, la sœur de Basma, qui représente les intérêts des USA. Ils sont partiaux et tiennent le haut du pavé. Ce que l'on montre, cela démonte une partie de l'argumentation générale, comme le sujet sur le gaz et le pétrole. L'émission est en à un million de vue. Cédric Mas parle d'affabulation, Robert Kennedy Jr. a sorti un article de Politico, sur Agoravox, qui reprend sur plusieurs pages quelles manipulations ont eu cours avant le déclenchement de la révolution de 2011. (ndlr : l'auteur de ces billets nommé Taïké Eilée a également écrit plusieurs articles intitulés Soral sur BFM TV : petite leçon de montage télévisé et Le 11-Septembre sur Arte : un complot américain « n'est pas inenvisageable »). « Souria Houria » a organisé un rassemblement sur les enjeux énergétiques de la guerre en Syrie, expliquez-moi la cohérence. L'émission en est à 2 millions de vues sur Youtube, il y a une vraie soif d'information.

X. Entretien par Skype de Bassam Al Ahmad, l'ancien porte-parole du Violation Documentation Center (VDC), fondateur de la récente organisation « Step to work justice in Syria », en anglais, 19 avril 2016.

1. Comment fonctionne le nouvel organisme que vous venez de créer ?
Nous vérifions les informations et les possibles violations. Il y a huit cellules de travailleurs distinctes. Les trois premières vérifient les faits dans leur description, la seconde donne le contexte et les ressources pour voir si l'information est crédible ou non. Ensuite, la quatrième cellule estime si les sources sont « justes » pour établir le degré de crédibilité de l'information. La cinquième étudie qui est « responsable » du préjudice. La sixième cellule s'occupe de vérifier les documents « physiques » : vidéos, photos. Enfin, deux cellules s'intéressent uniquement aux témoignages récoltés sur le terrain. Nous nous concentrons sur les prisonniers, car ces informations sont particulièrement pendant les discussions de Genève. Par exemple, récemment nous avons récolté le témoignage d'une prisonnière d'Al-Kaboun, on vérifie si ce qu'elle dit est vrai ou non.

2. Comment recrutez-vous vos équipes et comment se coordonnent-elles ?
Depuis 2011, on a des contrats individuels d'un mois. Nous avons des membres de notre organisation en Syrie, mais nous avons besoin d'autres « reporters » disons, qui pourraient faire des photos et des interviews.

3. *Au-delà de l'organisation, votre méthodologie est-elle similaire à celle de VDC ?*

J'ai étudié à l'université de Syracuse, qui vérifiait étapes par étapes les informations qu'ils avaient pour construire une histoire. Nous avons un ingénieur qui établit un modèle de document, de questionnaire pour chaque cas que nous rencontrons. On a aussi des sources, plus de 1 000 contacts de gens sur le terrain, de différents médias. On sera plus professionnels, faire plus d'histoires de vie. Plusieurs sections sur notre site internet : « news », « topics », « characters », « campagnes ». Nous ne sommes pas une agence de presse, nous voulons fournir des informations sûres pour les médias et les ONG, pour trouver tous les détails dont ils ont besoin.

4. *Est-ce que le comptage des victimes est des aspects sur lesquels vous travaillez ?*

Pour les chiffres des victimes, je ne sais pas encore, on doit distinguer les estimations. En août 2014, l'ONU a arrêté de compter le nombre de mort faute de méthodologie appropriée. Mais je ne pense pas que ce soit les chiffres qui soient importants, mais la manière de les traiter. Syrian gov, opposition, russian, al nusra, isis, kurds, international coalition.

5. *Comment êtes-vous financés ?*

Nous avons reçu des fonds de la EMHRF (fonds Euromed, NDLR).

XI. Entretien par Skype avec Patrick Baz, directeur photographie de l'AFP, le jeudi 28 avril 2016 à 13h.

A la question sur l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, Patrick Baz a préféré ne pas répondre.

1. *Quelles sources utilisez-vous depuis Beyrouth ?*

Les Syriens, que j'ai formé à Gaziantep en 2012 en tant que photojournaliste, journaliste et vidéastes. Les réseaux sociaux je les utilisais au début, quand nous n'avions pas de journalistes du côté rebelle, puisqu'on est la seule agence à fonctionner encore du côté du régime, aussi. On a les deux côtés. J'en ai formé depuis Skype, c'est plus simple que le robot afp.com, qui n'est pas personnalisé. Ma page Facebook est devenue professionnelle, ils se présentaient sur la page. J'en ai formé beaucoup sur Skype avec les gens du desk. C'est le premier conflit que je couvre virtuellement. Il y a beaucoup de discussions sur la formation, ils ne peuvent se connecter que tard dans la nuit lorsqu'ils une connexion internet, ils ont besoin d'un besoin d'un soutien psychologique, de discuter, on essaie de comprendre qui est le personnage, et la formation, ils envoient leurs images, ils voient comment elles ont été recadrées, qu'est- ce qu'il faut qu'ils fassent, ce sont des discussions professionnelles.

2. *Comment vous servez-vous ou apprenez aux éditeurs photos à se servir des photos ou vidéos postés par les agences de presse citoyennes syriennes, les activistes ou les civils ?*

Vous savez, un baril de poudre qui tombe sur Alep et un autre sur Idlib, si vous avez des images d'Alep qui ressemblent exactement à celles des réseaux sociaux, sauf que les réseaux sociaux ont diffusé sur Idlib, qu'est-ce que cela apporte de plus ? Au niveau de l'image, rien. C'est encore des images d'enfants qui sortent des décombres, etc. Qu'est-ce que les images sur les réseaux sociaux apportent ? Rien de nos jours parce que nous nous sommes établis. Certains journaux vont chercher des choses totalement différentes. Cela apporte une information aussi, c'est plus de l'alerte que

de l'information. Si vous avez formé des journalistes, les réseaux sociaux ça ne sert à rien.

3. *Après avoir formé plusieurs journalistes syriens pour qu'ils deviennent stringers photo, quelle est votre analyse de ces nouveaux professionnels ?*

Au début du conflit, c'était totalement différent, on tenait à avoir de l'information. On savait à travers les réseaux sociaux. Lorsque les activistes sont en train en contact avec nous, nous leur demandions d'être pointilleux sur leurs images. On leur demandait d'utiliser des « landmarks », quelque chose où l'on puisse deviner Alep, pour être sûr que c'est Alep, parce que ces gens-là on ne les connaissait pas. S'il y avait une manifestation dans un village, on leur demandait qu'il y ait un bâtiment qui montre que c'est vraiment le village. On étudiait la lumière, sur les sites touristiques pour être sûr que c'était vraiment dans la ville. Porte un panneau avec la date et l'heure avec un travelling. On étudiait les images pour savoir s'ils avaient été monté, c'était long. Je me suis retirée personnellement, je ne fais plus les conflits depuis deux ans. Il y a des formations au coup par coup. La Turquie n'est plus accueillante. Tout le desk à Nicosie a été formé, ils sont éditeurs photos, la Syrie est un gros de leurs gros sujets. Au Yémen, c'est exactement la même chose, la Libye aussi. Lorsque j'ai formé des photojournalistes palestiniens, ce qui est nouveau c'est que les réseaux sociaux en parlent, alors c'est un sujet à la mode. A l'époque de Saddam, il y avait de 4 photographes. Créer des réseaux c'est la base du métier. Ce sont des pros. Ils ne savent pas raconter des histoires, parce qu'on ne leur a pas appris. Ils proposent parfois des papiers d'angle, c'est rare. On vérifie bien le contexte avant. Si l'histoire tient debout. Certains des journalistes que l'on a formés ont gagné des prix. Sur les 15 que j'ai formé, il n'en reste que 5 depuis 2012 : morts, enlevés, exilés, ceux qui travaillent pour d'autres personnes, ce n'est pas facile vous savez ? Ils sont tous activistes à la base. Dans ce genre de conflit qui ne l'est pas ? Il faut vraiment être utopique pour croire à la neutralité ou à l'objectivité. Lorsque vous vous prenez des barils de TNT à la gueule ou des voitures piégées de l'autre, comment ne pas prendre parti ? On leur demande du factuel. Une photo d'un bébé après une attaque au baril de poudre c'est un fait, on ne cherche pas à savoir si le type est activiste, vous regardez les méta-data, vous regardez si la photo a été prise à l'heure où il le prétend, la bonne heure, le bon jour. C'est l'évènement, c'est du factuel. On ne va pas leur demander de ne pas s'étaler sur leurs opinions politiques. Je suis désolé mais qui en Occident n'a pas d'opinion politique ?

4. *Avec le recul, quelles différences voyez-vous avec les autres conflits que vous avez couverts au Moyen-Orient ?*

Couverture virtuelle du conflit. Côté gouvernemental est totalement cloisonné. Toujours été des journalistes syriens à damas, l'équipe de Beyrouth y va souvent. Depuis 2012, fin de l'envoi. On n'a plus le choix, avec le « embedded », j'ai découvert en Irak. Parce que je n'avais plus le choix. J'allais à Bagdad, malgré le fait que je parle la langue, il m'était devenu impossible. J'étais obligé de choisir un côté. C'est le premier conflit où les journalistes où l'étranger est devenu une cible. En 2004, ça chauffait un peu. C'est aussi couvrir l'autre côté du conflit. J'ai découvert l'Amérique. En immersion avec l'Amérique profonde, ça fait partie du conflit. Du côté gouvernemental, les islamistes nous ont jeté dans les bras de l'armée américaine. On en arrive à ça. J'ai un visa, je vais aller voir de mes propres yeux ce qui se passe, pourquoi ne pas l'utiliser ? On a une forme d'empathie, l'objectivité c'est de la branlette

intellectuelle, ça n'existe pas. Une forme de neutralité est possible, oui. Vous croyez que Robert Capa lorsqu'il a débarqué sur les plages de Normandie en 44 était objectif ? Je suis photographe, tout ce que je fais est subjectif, mon œil ne verra pas la même chose que le vôtre, mon cadre, la lumière que je choisis, tout est subjectif.

XII. Entretien par Skype avec Hala Kodmani, a participé à la fondation du collectif « Souria Houria », journaliste au service International de *Libération*, le jeudi 5 mai 2016, à 14h.

1. *Quelles sources utilisez-vous pour couvrir le conflit ? Réseaux sociaux, ONG, médias syriens, OSDH ?*

C'est une situation très particulière pour ma part car je suis syrienne, allant jusqu'en 2015 sur le terrain, j'ai surtout un réseau de contacts dans différentes régions, que je parle arabe, j'ai accès à toutes les sources syriennes ou arabes, les réseaux sociaux. J'ai un accès privilégié par rapport aux rédactions françaises. Par exemple pour Alep, je parle du terrain, pour la diplomatie il y a les canaux officiels. Je viens d'entrer hier et je le referai demain avec un médecin sur le terrain, un chef militaire rebelle, un casque blanc de la sécurité civil. J'ai leur contact directement par « What's App », l'application par excellence avec les Syriens, à la fois message écrit et appel. La couverture internet est partout. Je vérifie l'information qui est partout, avec l'AFP, je recoupe avec d'autres sources. Il n'y a plus de journalistes français sur le terrain sauf invitation dans certaines régions.

2. *Quelle confiance portez-vous aux informations fournies par l'OSDH ?*

En gros, ce sont des informations fiables, je sais comment il travaille, c'est à dire comme moi avec des correspondances sur le terrain. Maintenant, il y a un manque de fiabilité dans le sens où ça ne couvre pas tout le tableau, vont couvrir un évènement plus qu'un autre. L'AFP c'est pareil aussi, ils sont des correspondants officiels dans les zones tenues par le régime, qui ne sont pas complètement libres et impartiaux. Personne ne l'est. Il est arrivé que l'AFP se laisse un peu entrainé par certains correspondants qui ne disaient pas toute la vérité côté régime. Là encore récemment à Alep, il y a eu pas mal d'informations sur les bombardements de zones tenues par le régime. L'AFP a rapporté le bombardement d'un hôpital du côté du régime, logiquement des gens que moi j'ai eu, qui étaient hors d'atteinte des tirs du côté rebelle. Les gens ont contesté l'information de l'AFP. Le seul problème de l'OSDH, c'est qu'ils ont une exclusivité, c'est la faute des agences de presse ne reprennent que leurs informations alors qu'il y a d'autres ONG qui ont des informations toutes aussi fiables, le VDC pour les prisonniers, le SNHR, les bilans quotidiens.

3. *Quel usage faites-vous des réseaux sociaux ?*

C'est un puit d'information. Dépend de ce que je cherche. Facebook est le premier réseau sur le terrain. N'importe quel militant, journaliste, ont une page sur Facebook, comme « Aleppo Media Center », « Aleppo Today ». Des informations qui viennent des intéressés. J'ai un réseau de contacts personnels, sur les pages officielles, je vais vers mes contacts et je les interroge davantage pour vérifier, avoir plus de détails, le ressenti, qqc de plus personnalisé. Je vois leurs « posts » habituels, parfois ils me contactent. Eux même écrivent un baril vient toucher tel quartier, je suis à tel endroit, j'ai un « news feed » permanent de tout le monde sur place. Les Syriens sont peu sur Twitter, j'y vais quand j'ai besoin de réactions sur les groupes islamistes, il faut connaître les noms, qui changent tout le temps.

Quelques-uns utilisent Instagram. Récemment on fait une étude sur les médias syriens : comment vous renseignez vous sur Facebook.

4. *Depuis votre article dans Libération sur les bilans chiffrés des victimes, est-ce ce rapport aux chiffres dans les rédactions vous semble avoir évolué ?*

Pour la première fois De Mistura, 400 000 victimes pas 400 000 morts, repris pour la première fois par un officiel de l'ONU : « estimations vraisemblables ». 400 000 est repris maintenant. Une organisation a comptabilisé les 470 000 morts, c'est crédible, on a dépassé les 400 000. C'est un signal de la renonciation internationale, il n'y a plus de processus au sein de l'ONU, qui ne fassent pas ce travail à tout le problème syrien. C'est simple de mettre en œuvre un organe centralisé, qui les recoupe et donne des chiffres. A part les morts en prison, où les familles apprennent plus tard que leurs proches sont morts. Il y a les conseils civils… Le problème avec l'OSDH c'est qu'il veut rester exclusif sur le comptage des morts, il a eu sa reconnaissance des agences de presse, je n'ai rien contre son travail, on peut rarement le prendre à défaut, mais comme pour tout, plus d'une source c'est toujours mieux, il n'a pas avoir le monopole de ces informations.

5. *Comment abordez-vous la couverture diplomatique des négociations ?*

Quand j'ai besoin de travailler sur le diplo, j'ai un accès privilégié, mais pas tant que ça, il n'y a pas que ma sœur, dans l'opposition, j'ai souvent du OFF, moralement, je ne peux pas les exploiter. C'est un délit d'initié, c'est du background pour moi. Notamment, comment ça se passe les différentes tendances et personnalités, les débats internes dans les négo, c'est le genre de choses que je ne peux pas sortir. Ça me sert quand j'ai écrit. De Mistura c'est un haut lieu car son porte-parole ne répond jamais au téléphone. Maintenant que je travaille sur Libération sur tous les terrains, j'ai intégré la rédaction, je reprends des contacts dans les ministères en France, qu'à l'ONU. Je vais aller à la pêche aux infos. J'ai fait partie de l'équipe de « Souria Houria » en 2012, je ne suis pas présidente, je suis restée au conseil d'administration en 2013, je suis leurs activités.

6. *Est-ce que les réseaux d'exilés à Paris ou en Europe vous servent comme source ?*

Ils suivent de très près, ils ont de la famille sur place, c'est du relai. Je prends mes distances pour couvrir le Moyen-Orient à Libé, je vais prendre de la distance par rapport à la Syrie, je prends la place de Jean Pierre Perrin, je n'afficherai pas mon appartenance à « Souria Houria » à d'autres organisations de l'opposition. Même si mes opinions sont connues et partagées. Ce n'est pas la Figaro. Ils m'ont embauché en connaissance de cause. Il y a le souci de m'écarter du dossier syrien, pour plus de crédibilité.

7. *Quelle est votre opinion de la couverture du conflit syrien par le service public français ? Avez-vous regardé l'émission de France 2 « Un œil sur la planète » consacré à la Syrie ?*

Le problème général de la couverture, surtout pour la tv, depuis deux ans, n'ont plus accès aux parties tenues par le régime. Ils ne peuvent plus aller dans les zones tenues par l'opposition. Dès lors que l'on fait une couverture que d'un seul côté, je dirais la même chose si c'était une couverture unique du côté rebelle. Le régime a un gout prononcé pour la télévision, ils ont des gens de la communication ici. France télévisions est tombé dedans. C'est quelqu'un de la rédaction du journal qui a fait le

lien pour « Un œil sur la planète », on est allé chercher la boîte de production, avec ce douteux journaliste algérien qui a ses entrées du côté des djihadistes. Même le sujet didactique qui devait refaire le cours des évènements est complétement biaisé. Patrick Boitet lui-même a été conseillé par des gens très proche du régime, que l'on voit dans le sujet, comme Pichon. Si l'on rentre avec ce réseau-là, on continue dans la même tendance. Même lorsqu'ils organisent de grands colloques au sénat avec des sénateurs de droite. Il n'y a plus de pétrole en Syrie, j'ai écrit un papier là-dessus dans l'Express, enjeu local pour les gens du régime, qui puisent dans ce qu'il reste. Projet de gazoduc russe et qatari important. Article pétrole syrien dans le supplément de Libération spéciale Syrie en mars 2016.

8. *Quelle est la gestion du « breaking news » par les rédactions françaises avec les journalistes syriens avec qui ils collaborent ?*

Fondamental que ces journalistes syriens travaillent avec les rédactions occidentales. J'ai fait beaucoup de formation. Plusieurs médias pourraient s'appuyer davantage. Le numéro de Libé grâce à mes relais dans les différentes régions, avec des informations exclusives et professionnelles. C'est un manque de confiance des rédactions. Je faisais l'interface, je traduisais, je demandais plus d'info, ça demande du travail supplémentaire. Ceux qui ont des caméras font tous pour montrer la date et le lieu. Les jeunes locaux ne distinguent pas très bien ce qui a intérêt local et ce qui dépasse la frontière. Ils négligent les informations qu'ils leur paraissent évidents. Ils donnent des détails de nom de chef de guerre. Le côté rigueur, vérification de l'information, ils en sont très conscientes avec les organismes de formations. Lorsqu'ils citent quelqu'un, ils ont du mal à écrire le contexte. C'est quoi ce groupe militaire, c'est eux qui tiennent la moitié d'Alep, il faut dire la tendance actuelle.

9. *Y a-t-il des nouveautés dans la couverture actuelle d'Alep ? D'Homs ? Par rapport aux réseaux sociaux / médias français / médias syriens ?*

Il y a une nouvelle attention du côté des médias internationaux car c'est une énorme bataille, il y a eu de la part des Syriens et de leurs relais en exil, il y a eu un travail énorme pour sensibiliser, j'ai vu des vidéos qui sortaient jamais. Avec la caméra dans l'hôpital, qui a filmé la mort du docteur. Ce n'est pas comme les médias syriens qui….. #Aleppoisburning est un effort de communication. C'était en arabe malheureusement, je suis un algérien d'Alep. Très bien fait. Les médias français ont été sensibilisés, car il y a une mobilisation diplomatique. L'énormité de la chose ne pouvait pas être cachée.

10. *Qu'est-ce qui fait selon vous l'originalité du conflit syrien ?*

Le conflit syrien est devenu incomparable, du fait de son degré de violence. A la rigueur aux Balkans dans les années 90, mais ça n'a pas eu les mêmes répercussions, car le conflit syrien, c'est aussi le djihadisme. On ne parle plus des syriens, on est dans des considérations géostratégiques. On est plus dans les conséquences du conflit que dans les causes ou la résolution. La couverture médiatique suit, on parle plus terrorisme et réfugié que conflit syrien. C'est ça qui touche l'opinion. Les journalistes syriens ne sont plus opérationnelles, sauf ceux qui ont des informations sur les zones Daech, même ça n'intéresse plus tellement, c'est du renseignement.

XIII. Entretien téléphonique avec Alexandra El Khazan, responsable du Moyen-Orient pour Reporters sans frontières, le jeudi 19 mai.

1. *Quels sont les critères pour définir le statut de journaliste, dans vos bilans sur le nombre de journalistes tués en Syrie ?*

Le journaliste est défini comme tel, que ce soit en Syrie ou ailleurs, lorsqu'il a été tué dans l'exercice de son travail sur le terrain ou tué du fait de sa fonction.

2. *Comment établissez-vous la frontière entre le journaliste « professionnel » et l'activiste ?*

RSF ne recense pas les journalistes citoyens dans ses bilans des victimes journalistes du conflit. Les journalistes citoyens ne pratiquent pas le journalisme à temps plein. Ils veulent informer, mais ne possèdent pas l'éthique journalistique. Nous vérifions cette information par nos correspondants sur place. Nous vérifions alors l'identité, le parcours, sa fonction, le travail effectué avant la révolution de 2011, le travail de la personne dans les médias existants à l'époque. Si la personne n'avait aucune activité journalistique avant la révolution, nous ne le comptons pas. C'est difficile à délimiter, la frontière est fine entre les activistes et les journalistes, nous travaillons beaucoup au cas par cas. Dans le cas de personnes travaillant pour des observatoires ou des organisations de documentation sur les droits de l'homme, nous regardons si la personne a participé à la rédaction de rapports, dans ce cas, nous le comptabilisons comme journaliste.

3. *Si un journaliste a été formé par un organe professionnel comme le CFI, est-il d'avantage considéré comme un journaliste professionnel ?*

Oui, nous prenons aussi en considération les formations de journaliste qu'ont effectué les journalistes syriens. Mais aussi l'expérience sur le terrain, qui doit être d'au moins une ou deux années.

4. *La personne qui a documenté l'Opération César est-elle considéré par RSF comme un journaliste ?*

Pour RSF, il est d'avantage un lanceur d'alerte.

Bibliographie

Mémoires universitaires

« Les productions de la branche média de l'Etat Islamique, entre propagande et mimésis des codes journalistiques », Fanny Lauzier et Fanny Zarifi, Celsa, 2014.
« Le conflit syrien, un renouveau des méthodes de couverture du journalisme de guerre », Roxane D'Arco, sous la direction de Françoise Papa, Université de Grenoble, Library and information sciences, 2014.

Livres universitaires

Les Arabes, leur destin et le nôtre, histoire d'une libération, Jean-Pierre Filiu, La Découverte, Paris, août 2015.
Histoire du Proche-Orient contemporain, Leyla Dakhli, La Découverte, Paris, mai 2015.
Le monde en direct, De Charles-Louis Havas à l'AFP, deux siècles d'histoire, Xavier Baron, 2014, La Découverte.

Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne, Jean-Pierre Fiuliu, Fayard, Paris, 2013.
La représentation du monde arabo-musulman à la télévision française, Jad Ouidat, L'Harmattan, Paris, 2012.
*L'Etat de Barbari*e, Michel Seurat, PUF, Paris, 2012.
Grands reporters de guerre, entre observation et engagement, Les rencontres de Normal Sup', Les instantanés de l'histoire, Paris, Editions de la rue d'Ulm, août 2012.
War game, l'information et la guerre, Dominique Wolton, Flammarion, Paris, 1991.
Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique, Lits, De Boeck, Bruxelles, 2004.
Journalisme de télévision : Enjeux, contraintes, pratiques, Jean-Jacques Jespers, De Boeck, Bruxelles, 2009.
War 2.0 Irregular Warfare in the Information Age. Mark Hecker, Thomas Rid, Praeger, USA, 2009.
Reporting War. Journalis in Wartime. Zelizer, B. et Allan S, Routledge, New York, 2004.
Leçons inaugurales du Collège de France, Histoire du monde arabe contemporain, Henry Laurens, Paris, Fayard, 2004.

Essais

Les portes du néant, Samar Yazbek, Stock, Paris, 2016.
A l'est de Damas, au bout du monde, témoignage d'un révolutionnaire syrien, Majd al-Dik avec Nathalie Bontemps, Don Quichotte, Paris, 2016.
Jihad Academy, Nicolas Hénin, Fayard, Paris, 2015.
Infiltrée dans l'enfer syrien, Sofia Amara, Stock, Paris, 2014 : expérience aux côtés des opposants à Bachar al-Assad
La Syrie promise, Hala Kodmani, Actes Sud, Paris, 2014 : journaliste franco-syrienne évoque le panarabisme et la guerre civile.
La mort est ma servante, lettre à un ami assassiné, Syrie 2005-2013, Jean-Pierre Perrin, Fayard, Paris, 2013.
Carnets de Homs, Jonathan Littel, Gallimard, Paris, 2012.
Chronique de septembre, Paul Nizan, Gallimard, Paris, 1938.

Articles universitaires : sources documentaires

Charte déontologique, AFP, avril 2016.
The Syrian Crisis in the News, Journalism Practice**,** Volume 9, Issue 5, 2015.
Why journalists covered Syria the way they did: On the role of economic, social and cultural capital, Journalism December 15, 2015.
Mapping the Information-Sharing Ecosytem of Syria, Lara Setrakian, Alex Zerden, Syria Supplemental, From the Field, 2015.
La nouvelle presse syrienne. Bilan, défis et perspective, Soazig Dollet, Paris, CFI, septembre 2015.
Streaming the Syrian War: A case study of the partnership between Western professional and Syrian citizen journalists in the Syrian Conflict, Madeline Storck, MEDIA, LSE MSc, Londres, 2014.
Why it's getting harder to report on Syria, Jared Malsin, Columbia Journalism review, New-York, 2014.
Syria's media war, Elizabeth Dickinson, CJR, 24 novembre 2015.

War and the Worlds and the Promise of Social Media Tools, Al-Jenaibi, B, Journal of Mass, Communication & Journalism, 2012
Les risques du journalisme dans les conflits armés, Aimé-Jules Bizimana, *Communication* [En ligne], Vol. 25/1 | 2006, 13 septembre 2013, DOI : 10.4000/communication.

Articles de presse : sources d'exploration

Sur l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH)

"21 civils tués par des frappes russes", AFP via TVA, 4 février 2016.
Coventry - an unlikely home to prominent Syria activist, Mohammed Abbas, Reuters, 8 décembre 2011.

Remise en question de la fiabilité de l'OSDH

« L'OSDH est entre les mains de l'opposition », (5"33), La Matinale, Gérard Chaliand, France Inter, 19 février 2016.
"Red Cross in contact with parties involved in Syria truce", Basem Mroue, AP, 26 septembre 2015.
"La crédibilité perdue de Rami Abdel-Rahman, directeur de l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme", Un Oeil sur la Syrie, Blog Le Monde, 19 décembre 2014,
"Syrie: trois familles entières tuées à Homs", AFP et *L''Orient le jour*, 8 février 2012.
"A Very Busy Man Behind the Syrian Civil War's Casualty Count", Neil McFarquair, *The New York Times*, 9 avril 2013.
"Le comptable de l'hécatombe syrienne", Benjamin Barthe, *Le Monde*, 15 mars 2013.
"Ce n'est pas aux Américains d'imposer leur diktat à la Syrie" (Bassam Tahhan), France Info, 6 août 2012.
"Les dangers de l'après Bachar El-Assad", Régis Soubrouillard, Marianne, 20 juillet 2012.
"Syrie : la guerre des sources", *Arrêts sur images*, 27 juin 2012
"Syrie, guerre civile et guerre des mots", Agnès Rotivel, *La Croix*, 24 juin 2012.
"Syrie: les médias occidentaux mal informés", *RIA Novosti, 25 février 2012.*
"Deaths in Syria: Counting them (politically) correctly", *Russia Today*, 9 février 2012
"The Syrian Observatory: The Inside Story", Asa Winstanley, Al-Akhbar, 26 janvier 2012
Entretien avec Moussab Azzawi sur la situation en Syrie, Franck Guillory, *JOL Press*, 17 novembre 2011.
"L'OSDH a annoncé la mort de la jeune Syrienne Zainab al-Hosni, présentée comme martyre de la répression avant de réapparaître", Armin Arefi, Le Point, 7 octobre 2011.
"Syrie : les stratégies des ONG contre la censure", *Le Figaro*, 19 août 2011.
"Faut-il douter des chiffres de la révolte syrienne ?", Donald Walther, *Le Monde*, 4 août 2011.

Comment couvrir le conflit syrien ?

Libération spécial, le quotidien des Syriens, 11 mars 2016.
Envoyée spéciale en zone de guerre, le rendez-vous du médiateur, Valérie Crova, Bruno Denaes, France Culture, 3 mars 2016.
Expressions syriennes, blog France Tv Info, CFI.
Syria's Cessation of Hostilities: How Does It Work and How are Factions Reacting?, Arond Lund, 29 février 2016.
How Western academics help spread Assad's propaganda?, Kyle Orton, Middle East Eye, 24 février 2016.
The media are misleading public in Syria, Stephan Fraizer, Boston Globe, 18 février 2016.
La double peine des journalistes syriens, Florence Massena, Mediapart, 24 février 2016.

« A Homs, même les enfants sont en colère », Jean-Pierre Perrin, Libération, 23 février 2016.
Raqqa is Being Slaughtered Silently: the courage of reporting on life in Syria under ISIS, International Journalism Festival, 16 févier 2016.
Syrian officer gave a view of war, Anne Barnard, Hwaida Saad, The International New York Times, 14 février 2016.
Reporters : la guerre sur tous les fronts, Hélène Riffaudeau, L'Obs, 5 juillet 2015.
Couvrir l'Etat Islamique, Michèle Léridon, Blog AFP Making of, 2014.
A Guide to Syria's Best Citizen Journalism, Nora Caplan-Bricker, The New Republic, 30 août 2013.
Couvrir le conflit syrien, un travail de détective pour les journalistes, AFP via RTBF, 3 août 2012.
Mort d'un reporter en Syrie : « Il faut continuer à couvrir le conflit », Audrey Salor, L'Obs, 12 janvier 2012.
Couvrir la guerre en Syrie : le dilemme des rédactions, Amandine Sanial, La fabrique de l'information de l'IJBA.

Rapports humanitaires

Le journalisme en Syrie : une mission impossible ? Rapport Reporters sans frontières, 2016.
Quelle place pour les médias en temps de guerre ? Mercier, A, Revue Internationale de la Croix-Rouge, 860, volume 87, 233-244.
Syria's socially mediated civil war, Marc Lynch, Deen Freelon, and Sean Aday, United State Institute of peace, 13 janvier 2014.

Documentaires

Journaux intimes de la révolution syrienne, Arte Creative, Caroline Donati, 2016.
Projet Syria, Nony de La Pena, janvier 2015.
Inside the Battle : Al Nusra-Al Qaeda in Syria, VICE News documentary, décembre 2015.
Alep : la vie en ruine, Zein Al Rifai, Collectif des Amis d'Alep, 2014.
Inside Assad's Syria, Frontline, Martin Smith, 2014.
Alep, Syrie, Vivre avec la guerre, Courcy, C, 2013.
Syria, the YouTube War, Masters, E., Fletcher, J., Pirani, S. et Materazzo, M., Journalism Ethics" à l'Ithaca College, NewYork, Etats-Unis, 2013.
Panorama : Homs, a journey to hell, BBC, 2012.
Watching Syria's War, New York Time project

L'article ci-dessous a été publié par la Libre Belgique le 11 mars 2016, pour les cinq ans du conflit syrien. Il s'agit d'étudier les conditions de travail des journalistes syriens réfugiés en Turquie, grâce au témoignage du rédacteur en chef et fondateur de l'hebdomadaire « Souriatna », Jawad Muna.

Click on Tools to convert files to PDF.

- Alors que les négociations entre pouvoir et opposition ont débuté, les Russes vont retirer le gros de leur dispositif.
- Bien que menacés, les journalistes syriens tentent d'informer.
- Quand la guerre sera finie, une autre commencera, celle pour déminer le pays.

Après cinq ans, une petite lueur de fin de guerre

Les négociations intersyriennes commencent par un retrait russe

Analyse **Vincent Braun**

En ordonnant lundi le retrait d'une bonne partie de ses contingents déployés en Syrie, le président russe Vladimir Poutine a créé la surprise. Il entend ainsi entretenir la cessation des hostilités qu'il avait contribué à mettre en œuvre, il y a une quinzaine de jours, conjointement avec les Etats-Unis. L'annonce russe a coïncidé, et presque éclipsé les négociations de paix indirectes qui venaient de débuter, à Genève, entre des responsables du pouvoir syrien et de l'opposition.

Cinq ans après le début de la révolte syrienne, les deux camps se sont déplacés à Genève, pour poursuivre le processus de paix enclenché ces derniers mois par les Nations unies afin de tenter de mettre un terme au conflit qui a fait plus de 270000 morts.

Avec cette mesure, qui va dans le sens de la désescalade, Vladimir Poutine imprime une nouvelle fois le tempo russe et s'impose comme le véritable le maître du jeu en terrain syrien. D'après lui, *"la tâche qui avait été demandée à notre ministère de la Défense et aux forces armées a été globalement accomplie"*. La Russie avait débuté une campagne de bombardements aériens en Syrie le 30 septembre dernier afin de soutenir l'armée syrienne dans ses tentatives de reprendre les zones de territoire national tombées aux mains du groupe Etat islamique et d'autres groupes rebelles.

200

VIOLATIONS DE LA "TRÊVE"

Si elle tient vaille que vaille, la cessation des hostilités mise en place en Syrie le 27 février donne lieu à des violations quotidiennes. D'après les Russes, les groupes rebelles en auraient commis au moins deux cents. Les rebelles accusent aussi le régime syrien et les Russes de violations.

"Une décision positive"

Si le retrait de la majeure partie du dispositif aérien russe en Syrie doit commencer ce mardi, les Russes disent vouloir conserver un "site de maintenance de vols" afin de surveiller le respect de la cessation des hostilités entrée en vigueur le 27 février. Des drones pourraient être utilisés à cet effet.

Tant les Etats-Unis que l'opposition syrienne ont commenté avec prudence cette annonce russe.

"Nous devons vérifier la nature de cette décision et sa signification", a déclaré à Genève Salem al Meslet, le porte-parole de la délégation du Haut comité des négociations (HCN), qui rassemble les groupes clés de l'opposition politique et militaire. *"Il s'agit d'une décision positive"*, a-t-il estimé, ajoutant qu'il restait à vérifier si cette décision signifie *"un retrait des forces ou une simple réduction du nombre d'avions"* russes.

Attention au manque de volonté

C'est dans ce contexte d'apaisement qu'ont débuté, lundi dans la ville suisse, les pourparlers entre les délégations du gouvernement syrien et de l'opposition. Ces négociations de paix se tiennent en vertu de la résolution du Conseil du 18 décembre dernier, qui établit une feuille de route pour une solution politique en Syrie.

L'émissaire spécial des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, a expliqué à Genève qu'à défaut d'un *"accord de paix"*, il espérait au minimum *"une feuille de route claire"*. Non sans mettre la pression sur les deux camps, mettant en garde ceux-ci que s'il constatait un manque de volonté de négocier de leur part, il renverrait le dossier au Conseil de sécurité. Jusqu'ici, les deux parties s'opposent sur le rôle que joueraient le gouvernement et le président Bachar al Assad dans la période de transition, qui doit s'étendre sur six mois à partir du début des négociations. Pour l'opposition, celle-ci doit débuter sans le maître de Damas.

Trois sessions de pourparlers sont prévues: la première série doit s'achever aux alentours du 24 mars. Suivra une pause de sept à dix jours avant un deuxième round, d'au moins deux semaines. Une nouvelle pause précédera un troisième round.

En Syrie, informer est un combat

Éclairage **Constance Léon** *(st.)*

En Syrie, contrôler les médias, c'est prendre un avantage sur le terrain. L'exilé Majd al-Dik écrit qu'*"informer le monde a été la première action révolutionnaire"*. Dès 2011, des agences de presse – tels l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), fondé en 2006, ou le Violation Documentation Center (VDC) –, composées de journalistes syriens, professionnels ou citoyens, se créent pour fournir des informations sur le conflit. L'armée de Bachar al Assad et l'organisation de l'Etat islamique (ou EI) possèdent, eux aussi, leurs propres médias.

Dans un pays où il est extrêmement difficile pour les journalistes occidentaux d'exercer leur métier, les Syriens deviennent les seuls relais de l'information. La difficulté pour eux est que la situation évolue chaque jour, sur tous les fronts. *"Dans les régions tenues par l'opposition, tous les 20 km, des milices différentes tiennent le terrain. Il est presque impossible de couvrir cette situation de manière indépendante. Dans les zones contrôlées par l'EI, c'est du journalisme-suicide"*, analyse Yazan Badran, chercheur à la Vrije Universiteit Brussel. Dans les localités tenues par le régime, les journalistes-citoyens peuvent être intimidés, arrêtés et torturés. Plus de 192 journalistes professionnels et citoyens ont été tués en Syrie, depuis mars 2011, selon Reporters sans frontières (RSF).

La seule solution pour continuer à couvrir le conflit: l'exil

Protégé par son pseudonyme, Jawad Abou Muna est le rédacteur en chef de l'hebdomadaire syrien "Souriatna", "Notre Syrie". Son combat pour l'information, Jawad Muna l'a payé au prix fort. Lui-même activiste pendant le printemps de Damas, en 2000, il fut torturé par la police. Damascène d'origine, M. Muna fonde pendant la révolution, en 2011, "Souriatna", *"qui n'est affilié à aucun des fronts de rébellion"*, précise-t-il à "La Libre", via Skype. Son journal est tiré à plus de 1 000 exemplaires, que l'on se procure sous le manteau et sur Internet à Damas, puis dans d'autres régions.

L'action de M. Muna, menée au cœur du fief du régime alaouite, lui vaut d'être menacé, aussi il *"n'utilise jamais de téléphone et se connecte à Internet via le logiciel Tor"*, qui empêche l'accès à ses données. Malgré ces précautions, en 2014, son frère et un collaborateur sont emprisonnés, puis tués par le régime. Il s'exile alors à Gaziantep, en Turquie, *"une zone plus sûre que la Syrie"*, où trois journalistes sont pourtant assassinés fin 2015. Jawad Muna continue d'y entretenir son réseau composé de 16 collaborateurs permanents et de 25 pigistes. *"Les journalistes savent que le conflit n'est plus une transition, il va durer"*, précise Yazan Badran. Alors, certaines organisations internationales forment les civils à ce métier. *"Si l'information ne sort pas de Syrie, il n'y aura pas de solution au conflit"*, prévient Alexandra El Khazen de RSF.

Résumé

Le conflit syrien est une guerre médiatique, couverte par les rédactions occidentales. L'originalité de ce conflit est la masse des sources disponibles, postées depuis le terrain : vidéos, tweets, photographies. Cependant, ce matériel est largement instrumentalisé par tous les protagonistes du conflit. Les journalistes français sont confrontés à la difficulté de se rendre sur le terrain depuis 2013. Les rédactions doivent

alors combiner les sources sur le terrain et depuis le « desk » pour re-couper, vérifier et re-contextualiser les informations sur le conflit syrien.

Mots clés

- ONG
- Média
- Journaliste citoyen
- Source
- Conflit armé
- Réseaux sociaux
- Embedding

Glossaire

AFP : Agence France-Presse.
ASL : Armée Syrienne Libre.
All 4 Syria : média syrien.
ANAPRESS : média syrien.
CPR : Comité de protection des journalistes.
CICR : Comité International de la Croix Rouge.
CJR : Columbia Journalism Review.
HRDAG : Human Rights Data Analysis Group, organisation de collecte de données.
OSDH : Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, média syrien basé à Londres.
ONG : Organisation non gouvernementale.
RSF : Reporters Sans Frontières, ONG.
SNHR : Syrian Network for Human Rights, média syrien.
VDC : Violation Documentation Center, média syrien.